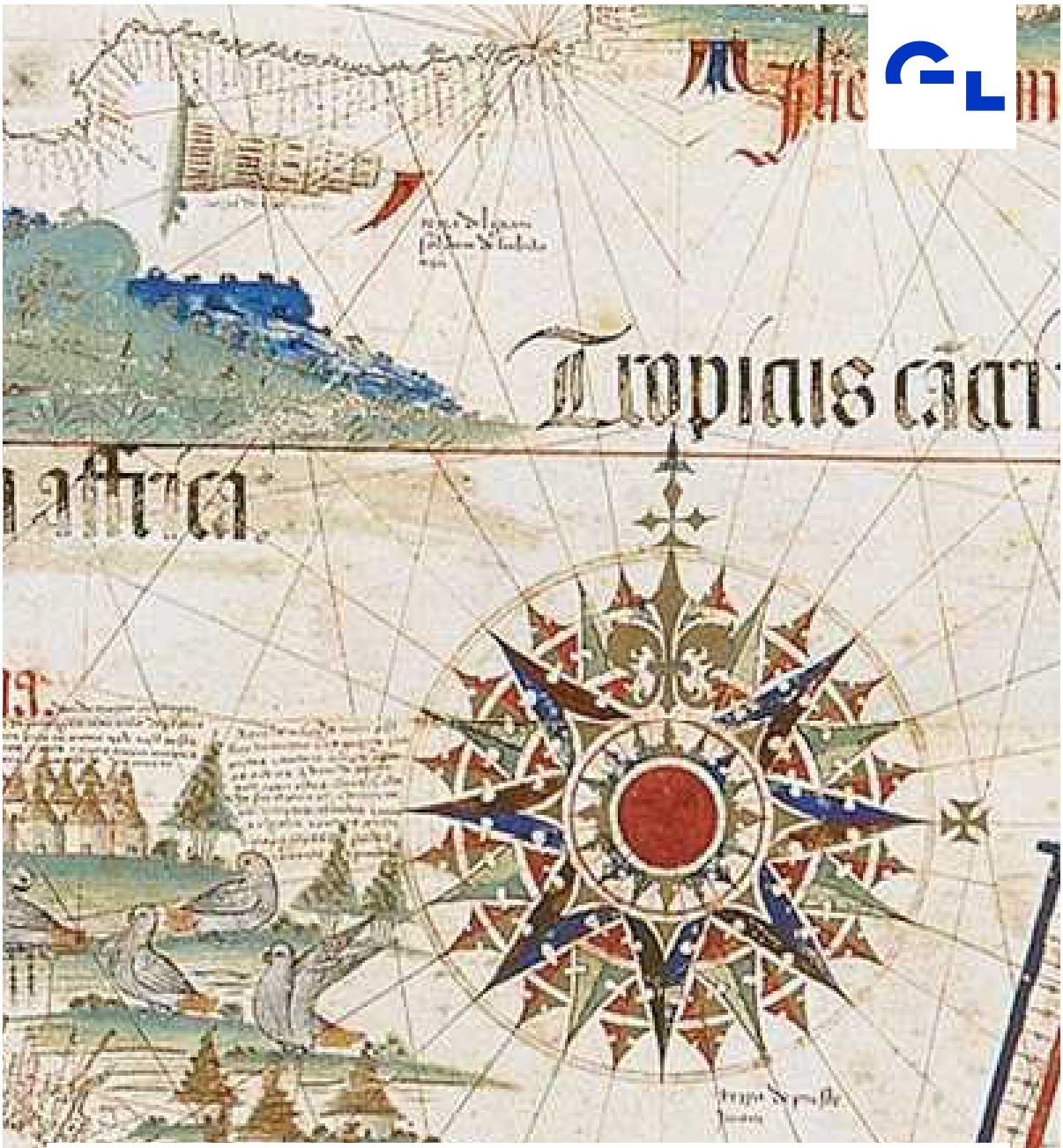
AVRIL 2022



NOTE D'ANALYSE

La « mondialisation » n'a pas eu lieu.

Perspectives historiques et présentes sur la prétendue opposition entre l'État national et la mondialisation.

Par Blaise Wilfert

©cantinoplanisphere

La « mondialisation » n'a pas eu lieu

PAR

BLAISE WILFERT

Maître de conférences en histoire contemporaine et directeur des études du Département de sciences sociales à l'École normale supérieure. Membre de l'Institut d'Histoire Moderne et contemporaine. Chercheur associé chez GenerationLibre. Son travail porte sur l'histoire de la mondialisation au XIXe siècle, notamment.

RÉSUMÉ DE LA NOTE

Cette note a pour objet de dénoncer une fausse opposition, par trop structurante dans notre débat politique, qui fait de la mondialisation une menace pour l'État - et surtout pour l'État national. En s'appuyant sur le travail de nombre d'historiens dans l'ensemble du monde atlantique depuis trente ans, Blaise Wilfert, maître de conférences en histoire contemporaine, démontre d'une part que ce qu'on désigne par « mondialisation », la datant en général des années 1980 - surtout quand on parle d'économie-, ou des années 1940 - quand on parle de l'ordre international-, est en réalité un phénomène beaucoup plus ancien ; de la même manière, que ce qu'on présente comme l'enracinement dans le passé, l'Etat-nation, est en fait une réalité toute récente, à l'échelle historique, et qu'elle n'a jamais été aussi répandue, solide et puissante que de nos jours. En reprenant le récit croisé des mondialisations que notre monde a connues depuis l'an 1000 et de l'invention de l'État national depuis le milieu du XVIIIe siècle, il fait apparaître que ces deux dynamiques sont profondément liées entre elles. L'intensification des flux et la multiplication des connexions à longue distance dans le monde ont favorisé la construction d'un État interventionniste, mobilisateur, régulateur et organisateur foncièrement transnational, c'est-à-dire d'autant plus puissant qu'il est étroitement et solidement lié aux autres États, et donc capable de maîtriser et d'orienter les flux qui animent en permanence la société industrielle. Notre mondialisation est donc en fait celle qui voit la généralisation planétaire de l'État national et la disparition lente, progressive et résistible des empires et de l'Ancien régime. Bien loin de marquer la défaite de l'État national et de son projet républicain, l'intégration mondiale est le moyen réel et l'horizon logique du souci démocratique d'orienter collectivement la société industrielle.

Introduction

Depuis quelques années, notamment depuis que la candidature d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, en 2016, a porté un coup peut-être fatal à l'organisation routinière de notre vie politique autour des slogans Potemkine que constituent depuis longtemps la « gauche » et la « droite », un clivage très simple tend à remplacer l'autre, l'opposition entre « mondialistes » et « patriotes ». C'est sur cette ligne que Marine Le Pen a lancé sa campagne, lors du congrès de son parti, à Perpignan, en décembre 2021, accusant le président en fonction, son principal adversaire, de vouloir faire disparaître la « nation » française sous la vague de la « mondialisation ».[1] Depuis, la candidature d'Eric Zemmour et la victoire à la primaire de LR de Valérie Pécresse sous la tutelle d'Eric Ciotti, c'est toute la « droite » qui se rallie comme un seul homme à ce discours, qui constitue en réalité son principal point de convergence. Si l'on regarde du côté « gauche », la situation n'est en fait pas très différente : Arnaud Montebourg s'est lancé dans la bataille, même si sans succès, sur la même ligne, ou à peu près, de dénonciation de la « mondialisation libérale », armé pour cela des élaborations de Thomas Guénolé, devenu son inspirateur. Fabien Roussel parvient à rendre à nouveau visible une candidature du PCF en jouant sur le même patriotisme et la défense française contre la même mondialisation libérale, retrouvant le nationalisme antiaméricain du Parti des années 1950, et bradant au passage l'internationalisme socialiste. Et on sait bien qu'une bonne partie de l'inspiration de Jean-Luc Mélenchon vient du souverainisme « de gauche », issu notamment de la lignée chevènementiste et revivifiée au passage par l'hallucinant retour en grâce du nationalisme, du protectionnisme et de la « souveraineté nationale » chez certains idéologues « de gauche », d'Emmanuel Todd à Frédéric Lordon en passant par une partie de la nébuleuse des éditions La Découverte[2]. Avec pour ennemi commun, principalement, l'Union européenne cheval de Troie de la « mondialisation » néo-libérale.

[1] « A tous ceux qui nous expliquent qu'il n'y aurait pas d'autre solution que la mondialisation, autrement dit que la dilution dans un grand magma mondial, uniformisant, nous leur disons que la seule et unique alternative, c'est la nation », discours de Marine Le Pen au XVIIe Congrès du Rassemblement national à Perpignan, le 4 juillet 2021, à consulter sur https://www.youtube.com/watch?v=MC81t8ci4uU, à 16' 20.

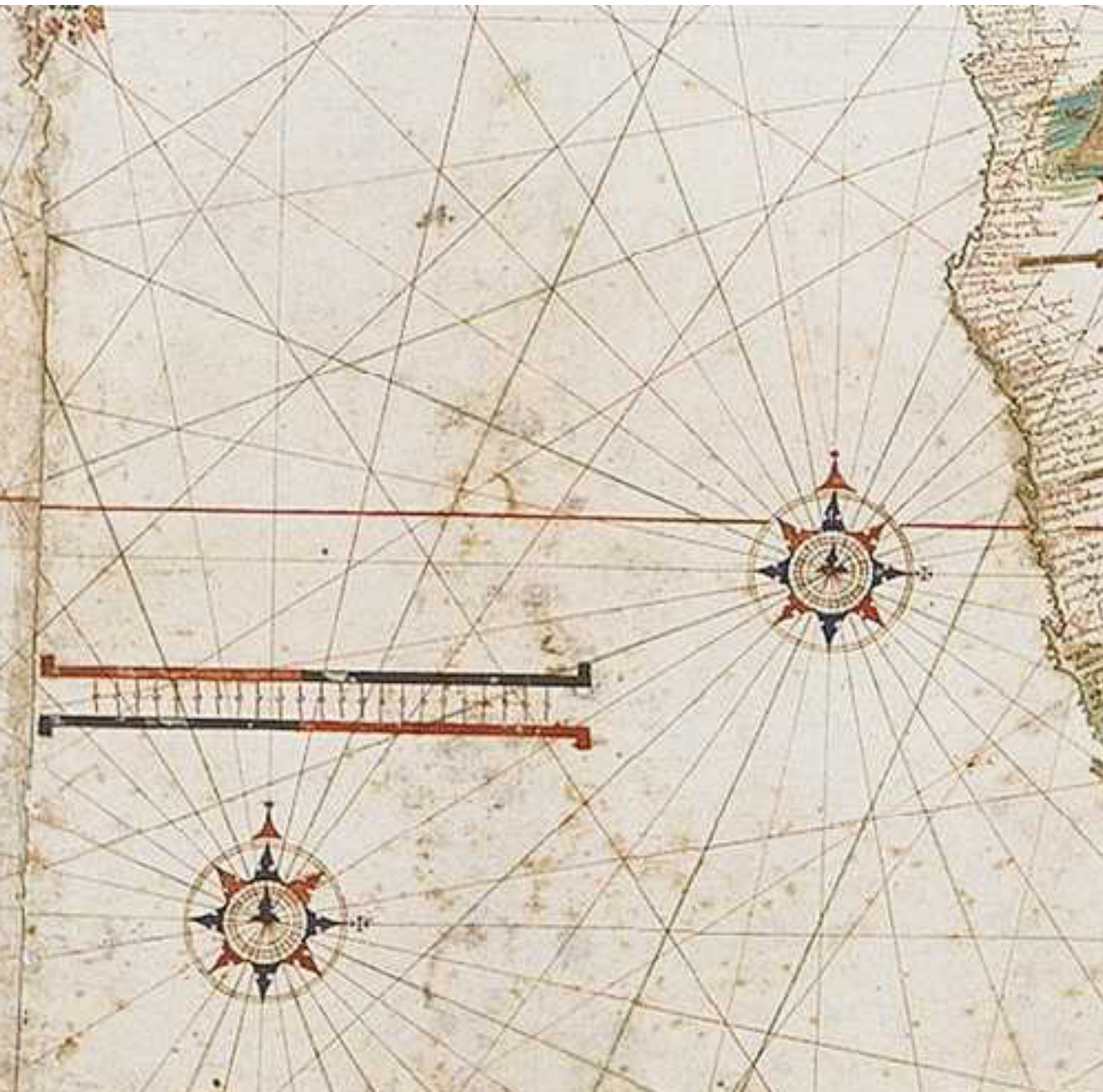
[2] Voir par exemple Frédéric Lordon, *Imperium: structures et affects des corps politiques*, Paris, France, La Fabrique éditions, 2015 ou Thomas Guénolé, *Le livre noir de la mondialisation : 400 millions de morts*, Paris, France, Plon, 2020.

Face à ce nouveau totem, le moins qu'on puisse dire est que les porteurs de la tradition socialiste et de la tradition libérale, toutes deux liées notamment au cosmopolitisme, à l'internationalisme, au multilatéralisme et au pacifisme, paraissent singulièrement désarmés, tétanisés notamment par le *mantra* de la « souveraineté ». Ce mot magique permet de réaliser une superbe entourloupe rhétorique et politique : il établit une équivalence entre la *capacité d'action* de l'État, sa *puissance réelle,* avec sa capacité à refuser, au nom de la volonté souveraine du peuple, toute dépendance vis-à-vis de ce qui est en dehors de ses frontières, qu'il s'agisse d'autres États ou de liens économiques et sociaux. On en a vu plus d'un exemple lors de la crise sanitaire : un « pays » serait « souverain » parce qu'il serait « libre » de fermer ses frontières, de produire des masques sur son territoire, d'en faire saisir par ses soldats sur le tarmac des aéroports ou parce qu'il pourrait produire « ses » vaccins[3]. Tant pis si produire des masques implique en réalité de disposer de caoutchouc ou de pétrole, et donc, pour la plupart des pays du monde, de s'en procurer à l'étranger ; tant pis si produire des vaccins implique en réalité de s'appuyer sur la circulation internationale des données et des compétences scientifiques ; tant pis si fermer ses frontières ne résout rien, puisqu'il faut bien assurer le retour des expatriés au pays, et permettre aux étrangers de quitter le territoire, et donc d'activer, malgré les rêves de frontières, la circulation transfrontalière des virus.

L'important est que le concept magique de « souveraineté » permet de répondre à l'idée répandue et « populaire » (ce « peuple » enraciné qui se défie des élites mondialisées, disent les élites populistes) qu'il suffit de taper du poing sur la table pour agir et obtenir rapidement des résultats. L'important est que la « souveraineté » permet de faire croire qu'il suffit d'un « non » par referendum pour se défaire de ses liens économiques et politiques et de « retrouver le contrôle » (*take back control*). Le choix serait donc simple : être patriote, démocrate, croire en la capacité d'intervention de l'État sur le monde social et politique, ne pas

[3] Les mois de mars et d'avril 2020 ont connu un véritable déluge de prises de position incendiaires sur la perte de « souveraineté » industrielle, sanitaire, économique et sanitaire supposée de « la France » (qu'il s'agisse de l'économie française ou de l'État français, le plus souvent sans précision), et sur la responsabilité de la mondialisation dans l'épidémie et ses conséquences. Parmi d'autres, voir « Masques, respirateurs, médicaments… La "souveraineté" industrielle française en question », Le HuffPost, 7 avril 2020. J'évoque plus bas deux tribunes tout à fait exemplaires du vaste mouvement de publication anti-mondialiste Pour un bilan quelques mois après le prurit de la souveraineté en mars-avril 2020, voir l'apparent consensus transpartisan résumé par Sarah Belouezzane et Sylvia Zappi, « A droite comme à gauche, le COVID-19 remet la souveraineté économique au goût du jour », Le Monde. Pour une analyse critique et documenté, voir Élie Cohen, « Industrial sovereignty unveiled by COVID-19 », *Politique etrangere*, 3, 7 septembre 2020, p. 7183.

avoir « renoncé », c'est donc refuser la « mondialisation », la dépendance vis-à-vis de l'étranger, qu'elle se manifeste par des flux de marchandises et de capitaux, des afflux de migrants et de cultures étrangères, ou par des accords internationaux, des obligations réciproques, des réglementations communes et des institutions supranationales. Face à cette injonction terrorisante, les internationalistes se trouvent désarmés, au point de se lancer dans d'impossibles cabrioles et de pousser le slogan de la « souveraineté européenne », qui ne résout rien. D'où vient cette paralysie ?



UBIQUITÉ ET INSTABILITÉ DU GRAND RÉCIT DE LA MONDIALISATION

Elle a des racines profondes, qui plongent dans la domination idéologique, construite au moins depuis le milieu des années 1990 (mais aussi, à certains égards, depuis le milieu des années… 1770, j'y viendrai plus bas), de ce que j'appelle le *GRM*, le Grand Récit de la Mondialisation. En quoi consiste-t-il ? Il affirme que la « mondialisation », caractérisée par l'intégration économique internationale, l'intensité des flux de capitaux, de biens, de personnes et d'informations, est un phénomène récent, qui nous frappe depuis environ trois ou quatre décennies, et qu'il nous confronte à une crise démocratique profonde, parce qu'il désarme radicalement l'État, brise les identités, efface les frontières. Il s'agit d'un récit foncièrement historique : à la « mondialisation » actuelle, notre présent plein de périls, il oppose le passé, caractérisé par la prééminence politique, économique et sociale de la « nation », de l'État national, et affirme que cet État national a été la forme même de la démocratie, parce qu'il était fondé sur une réelle solidarité entre ses membres appuyée elle-même sur leur cohésion culturelle et spirituelle. Rien d'étonnant, dans cette perspective, à ce que nous vivions une crise de confiance majeure dans les gouvernants, les politiques publiques, nos concitoyens : la « mondialisation » met en péril les fondements mêmes de la démocratie nationale en soumettant nos pays à des dépendances étrangères, en effaçant les frontières, en soumettant les États aux flux sans contrôle du marché mondial et en déracinant les élites jusque-là nationales et donc sensibles au sort de leurs contemporains plus modestes. Résumons : l'État national souverain, social et solidaire ou la « mondialisation », il faut choisir.

Ce Grand Récit de la Mondialisation, qui est aussi un grand récit de la « nation », a été raconté encore et encore depuis au moins trente ans, que ce soit pour appeler à la révolte contre la mondialisation ou pour encourager aux adaptations nécessaires pour s'y accommoder le mieux possible, puisqu'elle était incontournable. Sans surprise, il a été abondamment mobilisé par un grand nombre des polémistes réactionnaires de gauche ou de droite, de Régis Debray à Emmanuel Todd en passant par Marcel Gauchet, Jean-Claude Michéa ou Alain Finkielkraut, pour qui la référence à l'histoire est à la fois permanente, foncièrement instrumentale et intéressée et de ce fait aussi inévitablement superficielle et simpliste. Mais, et c'est plus grave encore pour l'orientation éclairée de notre débat public, ce GRM et son

simplisme binaire débordent de très loin le cas de ces *fast thinkers* et de leur répétitif opuscule annuel : il a aimanté aussi, depuis le début des années 1990, une bonne part des productions universitaires en sciences sociales, en géographie, dans les sciences littéraires, en économie, en droit et en philosophie. D'Anthony Giddens à Saskia Sassen en passant par Arjun Appadurai, David Held, Roland Robertson, Aiwa Ong, Anna Tsing, Abram de Swaan, Michael Burawoy, Michel Wieviorka, Jacques Lévy, Marc Abélès ou Jean-Marc Ferry (pour ne citer que quelques noms d'auteurs anglophones, germanophones et francophones), c'est une part essentielle des discours sur le monde contemporain qui a été réaménagée par ce grand schématisme, à des titres divers, alors qu'une part importante des cursus, notamment dans les pays anglophones, a été reconfigurée autour des « *global studies* »[4]. Jurgen Habermas lui-même, une référence pourtant essentielle de la philosophie contemporaine et un tenant de l'unification européenne, ne disait pas autre chose dans sa *Postnationale Konstellation,* paru en 1998 [5]: si l'Union européenne était la perspective politique à suivre, c'était, selon lui, parce que la mondialisation avait profondément désarmé l'État national, cadre historique de la démocratisation des sociétés européennes et de l'organisation de l'État-providence, et que l'adaptation à la mondialisation par le passage à l'État post-national était donc inévitable.

Il ne s'agit pas de donner ici une vision d'ensemble de cette énorme production savante. Pour en faire saisir l'ubiquité, et donc aussi bien faire comprendre la manière dont elle tend à saturer le débat public et à désarmer les oppositions, je voudrais me contenter d'évoquer deux cas en partie contre-intuitifs, récents et assez polaires de mobilisation de ce *GRM*, en partant du sujet qui nous a toutes et tous passionnés d'une manière ou d'une autre depuis deux ans, la COVID-19. Ce sera aussi l'occasion de rentrer dans le vif du sujet en commençant à exposer quelques-unes des failles de ce genre de discours si aisément partagé et reçu.

Le 6 mars 2020, au début de la vague en France, mon ami et ancien collègue Romain Lecler, qui enseigne à l'Université du Québec à Montréal, publiait un article dans *Le Monde*, « Le Covid-19 met au jour

---

[4] Pour un accès commode, voir notamment Alain Caillé et Stéphane Dufoix, *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, France, La Découverte, 2013. Et en anglais, parmi une bibliographie pléthorique, Bryan S. Turner et Robert J. Holton, *The Routledge International Handbook of Globalization Studies : Second Edition,* Routledge, 2015.

[5] Jürgen Habermas, *Die postnationale Konstellation: politische Essays*, Frankfurt am Main, Allemagne, Suhrkamp, 1998.

toute une série de phénomènes associés à la mondialisation ». Il y expliquait comment la pandémie donnait à voir les diverses formes de mondialisation de notre monde. Du côté de la mondialisation économique, d'abord, bien sûr : Wuhan, une mégalopole industrielle au cœur des chaînes de valeur automobiles mondiales ; mais aussi la fièvre boursière, immédiatement transmise par le réseau des places financières globales. Mais il ne s'agissait pas seulement de l'économie : avec les paquebots de croisière et les avions chargés de touristes, avec les rassemblements religieux, de Qom à Mulhouse, clusters foudroyants de contagion, avec les migrations pendulaires d'une côte à l'autre du Pacifique qui ont fait de Seattle une porte d'entrée du virus aux États-Unis, avec l'omniprésence de l'information globale, c'était une mondialisation multiforme qui se donnait à voir. La description tournait enfin à l'accusation : « la diffusion du Covid-19 pointe du doigt une autre pathologie globale : notre addiction collective à la mobilité internationale », qui « devrait nous inciter à imaginer des formes de démondialisation ».

Autre perspective, même thèse fondamentale : Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères sous Lionel Jospin, publiait à peu près au même moment une note sur la crise que nous traversons au sein du *think tank* Terra Nova[6]. Son titre, frappant, « La mondialisation à l'heure des comptes », dit bien son contenu : il est hors de question qu'après la crise du coronavirus il soit fait retour à « la normale », parce que la situation était profondément dysfonctionnelle, à cause de la mondialisation. Cette mondialisation, foncièrement américaine, résultat de quatre décennies d'expansion sans limites de l'économie de marché et de « la neutralisation de toute forme de souveraineté », a produit « l'impréparation, la multi-dépendance, l'insécurité financière, la fragilité collective, l'irresponsabilité écologique »[7], et elle est donc immédiatement à l'origine de la gravité de la crise.

Le politique et le politiste ; le tenant de la sociologie critique de la mondialisation et le spécialiste des très classiques relations internationales ; le jeune universitaire formé dans les années 2000 et l'énarque introduit à la social-démocratie europhile dans les années 1970 : le consensus sur la responsabilité de la mondialisation est large, très large, et il tire de cette extension une forme d'évidence massive.

---

[6] Hubert Védrine, « La mondialisation à l'heure des comptes », Terra Nova.

[7] Ibid, p. 2.

Pourtant, le moins que l'on puisse dire est que leurs récits posent en réalité quelques soucis si on les examine avec un œil un peu critique.

La chronologie proposée dans leur récit, comme dans un très grand nombre d'autres récits du *GRM*, tourne principalement autour des années 1980 et 1990, chacun des deux auteurs évoquant « ces dernières décennies » ou « depuis plus de trente ans ». Mais ils proposent à d'autres moments de leurs textes d'autres chronologies, comme celle de l'installation de la domination américaine sur le monde après la Seconde Guerre mondiale (Védrine), celle de l'ouverture de la Chine de Deng ou de l'augmentation massive du tourisme et des voyages en avion depuis les années 2000 (Lecler). Certains phénomènes liés à la mondialisation ne sont par ailleurs pas datés du tout, chez ces deux commentateurs, comme les circulations religieuses ou les transmigrations à l'origine de la diffusion de la pandémie.

Ce flou chronologique pose de sérieux problèmes de cohérence. Si la mondialisation actuelle est américaine, et qu'elle date à la fois des années 1940 ET des années 1980-1990 et de l'offensive néolibérale des « mondialisateurs », elle associe alors des logiques et des dynamiques très différentes, en réalité inconciliables (le système régulé par le dollar ET la dérégulation monétaire à partir des années 1970, le contrôle des changes dans le monde atlantique dans les années de la reconstruction ET la liberté de circulation des capitaux depuis les années 1980, etc.). Par ailleurs, si la mondialisation actuelle est caractérisée par des mobilités religieuses à longue portée, il reste à déterminer ce qu'elle a de nouveau dans ce domaine, alors que les pèlerinages vers la Mecque et d'autres lieux saints animent la *koinè* musulmane à l'échelle de plusieurs continents depuis plus d'un millénaire ; c'est d'ailleurs autour de la circulation le long des routes du pèlerinage de la Mecque que se sont structurées les premières formes de contrôle international des épidémies[8], à la fin du XIXe siècle.

Quant à la mondialisation économique, ou à la libéralisation, que d'équivoques... Si la mondialisation actuelle de l'économie mondiale est si liée à la puissance chinoise, faut-il vraiment l'attribuer au triomphe des mondialisateurs, alors que l'industrialisation de la Chine est le produit d'une politique d'État développementaliste, bien connue en Asie de l'Est

[8] Ce qui n'est pas un signe de mondialisation croissante, mais en fait le résultat de la montée en puissance des États et de leurs efforts pour contrôler les populations, j'y reviendrai.

depuis le Japon du Meiji, dans les années 1860 ? Faut-il rappeler que la Chine pratique un fort contrôle des changes, alors qu'elle constitue la deuxième économie mondiale ? Sur ce point, notre « mondialisation » est beaucoup moins libérale que celle qui s'est déployée au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle, par exemple, au moment de la libre circulation des capitaux et de l'étalon-or[9]. Contrairement à ce qu'en dit Romain Lecler, d'ailleurs, la puissance industrielle de Wuhan est bien autant due à la volonté de l'État chinois de contrôler les circulations de capitaux et de biens qu'à la puissance incontrôlée des multinationales : pour atteindre l'énorme marché chinois, les constructeurs automobiles européens et américains sont en effet contraints d'investir sur place, et notamment dans le cadre de *joint-ventures* avec des entreprises d'État, donc de *localiser* leur activité en Chine.

Les considérations sur le tourisme, l'écologie, la folie des mobilités internationales ou les transmigrations ne convainquent pas beaucoup plus. Que le tourisme ait fortement augmenté à l'échelle mondiale depuis les années 2000 ne change pas vraiment les coordonnées du problème de la transmission de la pandémie : très peu de déplacements en avion dans les années 1918 et 1919, et pourtant la grippe espagnole a bien circulé mondialement, suivant les troupes américaines dans leur traversée de l'Atlantique, ou le retour chez eux des travailleurs forcés du sous-continent indien. Le coronavirus s'est peut-être déplacé plus vite ; mais la lenteur de la circulation de la peste bubonique au XIVe siècle ne l'a pas empêchée de produire des dégâts immenses à l'échelle de tout l'hémisphère eurasiatique, en empruntant bien sûr déjà des bateaux. Les migrations pendulaires et les diasporas migrantes ne sont pas non plus une nouveauté des années 1980 et 1990 ; notre monde compte, en proportion, beaucoup moins de migrations et d'immigrés que celui de 1880 ou celui de 1910, lorsque des déplacements massifs de travailleurs unifiaient l'Atlantique ou colonisaient la Mandchourie et la Sibérie[10].

Enfin, un thème passionne les auteurs, celui des dégâts massifs causés à l'environnement par la « mondialisation ». Là encore, on

---

[9] J'aborderai ce point plus loin en détail. A ce stade, qu'il suffise de citer, pour plus d'information, Michael D. Bordo, Alan M. Taylor et Jeffrey Gale Williamson (éd.), *Globalization in historical perspective*, Chicago, Etats-Unis d'Amérique, 2003.

[10] Adam McKeown compte plus de 150 millions de migrants entre 1850 et 1940, sans compter les migrations intraeuropéennes, qui furent massives. Avec plus de 2% de la population mondiale née à l'étranger, vers 1910, le taux est nettement supérieur à celui des années 1990, au sommet des vagues migratoires de « notre » mondialisation, autour de 1,5%. Voir Adam McKeown, « Global Migration, 1846–1940 », *Journal of World History*, 15-2, 2004, p. 155189, notamment pages 184 et 185.

peut s'interroger. A-t-il fallu attendre la « mondialisation » (celle donc des quatre dernières décennies…) pour que les Trente Glorieuses, présentées le plus souvent comme un moment de culmination de l'État national, provoquent, avec une industrialisation progressant à un rythme de +10% par an, des dégâts immenses sur les écosystèmes américains, européens et africains ? Les ravages de l'industrialisation soviétique, en Asie centrale, dans l'Oural ou en Ukraine, sont-ils dus à notre addiction aux transports internationaux et à l'offensive des « mondialisateurs » briseurs de frontières ?

Les datations vagues, les raccourcis historiques, on le voit à travers ces deux exemples, sont légion dans le GRM, et elles partagent des schémas récurrents. Très souvent, ce sont donc les années 1980 et 1990 qui sont prises comme référence, en partie d'ailleurs parce que le « global blabla »[11], le discours sur la mondialisation irrépressible a alors connu des heures fastes[12] ; mais aussi parce que ces années ont vu :

- une augmentation forte du commerce international, que ce soit à l'intérieur de la Communauté économique européenne[13] ou entre le Japon, puis l'ensemble de l'Asie de l'est, et l'Atlantique nord (et alors cela désigne ce qu'on doit appeler une *internationalisation*[14]), et qui a connu une institutionnalisation avec la naissance de l'OMC, le 1er janvier 1995 ;
- l'explosion des échanges de capitaux liés à la spéculation sur les monnaies, du fait de l'instauration des changes flottants, mais aussi l'augmentation du commerce avec l'ancien bloc de l'Est, du fait de la

[11] La formule est reprise notamment par Susan Strange, en anglais *globaloney* (le terme date en fait des années 1940), dans Susan Strange, « Globaloney? », *Review of International Political Economy*, 5-4, 1998, p. 704711.

[12] Il a connu d'autres moments forts, parmi lesquels la fin du XIXe siècle, la fin des années 1940, notamment.

[13] Neil Fligstein et Frederic Merand, « Globalization or Europeanization ? Evidence on the European Economy Since 1980 », *Acta Sociologica*, 45-1, 1 mars 2002, p. 722.

[14] Les chiffres d'extraversion n'ont pas ailleurs de vraie pertinence qu'en comparaison avec les chiffres d'autres époques, pour évaluer la mondialisation. Or ils sont fondés sur des statistiques nationales, et l'évaluation de flux traversant des frontières étatiques. Inévitablement, donc, *la part du commerce international dans le PIB mondial* augmente si le *nombre d'Etats dans le monde* augmente lui aussi : au moment de la séparation entre Tchéquie et Slovaquie, la part du commerce qui se faisait entre des localités des deux nouveaux États releva tout d'un coup du commerce international, alors qu'elle n'était pas comptée jusqu'alors. De la même manière, le commerce international a forcément immédiatement augmenté au moment de la division de l'ancienne Yougoslavie. De ce point de vue, un monde à plus de 200 États reconnus constitue un contexte beaucoup plus favorable au commerce international qu'un monde qui en compte une cinquantaine (comme celui de la Première mondialisation, souvent utilisé pour procéder à l'évaluation de l'intensité de la mondialisation), alors qu'il compte beaucoup plus de frontières, plus de législations nationales, et donc potentiellement bien plus de freins pour le commerce dans le monde.

disparition de son fonctionnement autarcique impérial (et alors cela désigne ce qu'on doit appeler une *libéralisation*),

- le développement rapide, en dehors de leurs frontières, de quelques grandes entreprises nées aux États-Unis dans le domaine de la restauration rapide, mais aussi le succès, en réaction pour une part à cette évolution, de modes alimentaires inspirées du Japon, l'ensemble produisant une forte impression d'uniformisation des pratiques de consommation[15] (et alors cela désigne ce qu'on doit appeler une *universalisation*) ;
- le développement du *world wide web,* l'invention de l'altermondialisme, en réaction notamment à la création de l'OMC, et la montée en puissance des préoccupations pour le climat, qui contribuent à rendre omniprésents les discours sur la solidarisation de toutes les parties du monde (et alors cela désigne ce qu'on doit appeler une *planétarisation*).

En réalité, donc, le terme de « mondialisation » sert à désigner bien des phénomènes, dont rien n'indique *a priori* qu'ils soient étroitement liés entre eux, ni qu'ils aient la même chronologie, et encore moins qu'ils aient significativement transformé le monde au moment où les « observateurs » des années 1990 déployaient avec une verve flamboyante leur *globaloney* envahissant. Et puisque le *GRM* implique non seulement un discours historique sur la « mondialisation », mais aussi un grand récit sur la « nation » (le temps d'avant, des identités claires, des solidarités, des frontières, le temps long qui s'ancre dans le passé profond, était celui de l'État national qui a permis l'éclosion de la démocratie), le doute qui peut envahir l'esprit à la vue des incohérences de datation et du vague des définitions tend inévitablement aussi à mettre en question nos certitudes sur ce temps de la « nation ».

Tentons, à la lumière de ce que les sciences historiques proposent actuellement de considérer comme plausible, et pour sortir de la sidération qu'impose à tant d'observateurs de notre temps la dictature du discours de la « souveraineté », de tirer au clair ce doute qui nous taraude, et donc de savoir ce qu'il en est de la « mondialisation », de la « nation » et de la guerre qu'elles se livreraient.

---

[15] Parmi d'autres, voir Benjamin R. Barber, *Jihad vs. McWorld*, London, Corgi, 2003 (la première version est de 1996).

QUE LA « NATION » N'EST PAS ANCIENNE

Un premier aspect central du GRM est d'opposer l'ancienneté, donc l'authenticité, de la « nation », à la nouveauté de la mondialisation. Du côté des traditions, de ce qui a fait ses preuves en résistant au temps, du côté de la solidité et de l'ancrage, la « nation », donc. Examinons cette fausse évidence.

Si par « nation » on entend l'État national, alors il faut bien dire que celui-ci est récent dans l'histoire humaine. Un État national est un État dont la légitimité est fondée sur l'idée qu'il constituerait la forme politique institutionnalisée d'un *peuple*, soit une communauté humaine dont les membres partagent la souveraineté, à partir du moment où ils ont le statut de citoyens. En cela, l'État national, qu'il prenne la forme d'une république ou d'une monarchie, implique que le pouvoir qu'exerce l'État soit l'émanation de ce peuple, un effet de l'expression de sa volonté, et non d'une dynastie (la légitimité du sang et de l'élection divine), d'un conquérant (la légitimité du droit de conquête) ou de communautés disposant de droits acquis dans le passé (la légitimité de la tradition et des privilèges). Ce principe est historiquement très récent : ses premiers effets politiques mesurables, après la disparition des démocraties méditerranéennes antiques, datent en fait au mieux du début du XVIIe siècle, au plus tôt, dans les Provinces Unies des Pays-Bas et dans le royaume d'Angleterre, mais surtout du milieu du XVIIIe, quand les conséquences des guerres en chaîne des grandes monarchies militaro-fiscales et impériales atlantiques eurent imposé une montée en puissance vertigineuse des dépenses de guerre et donc de la pression fiscale sur leurs populations. Le principe national a nourri et accompagné l'ensemble des révolutions atlantiques et européennes, depuis l'américaine jusqu'aux révolutions de 1848, il a aussi très souvent échoué à s'imposer, l'a emporté quelquefois au cours du XIXe siècle, mais ce n'est qu'à partir du début du XXe siècle qu'il s'est réellement étendu hors de l'Europe de l'Ouest et du continent américain, lors des révolutions russe (1905), iranienne (1906-1911), turque (1908-1909) et chinoise (1911). Son extension en Afrique, en Asie du Sud et du Sud-est ne s'est concrètement matérialisée, au plus tôt, que dans l'Entre-deux-guerres, et le plus souvent après 1945.

Très récent dans l'histoire humaine comme principe et forme d'organisation politique, l'État national n'a, de plus, pendant la plus grande partie de cette histoire, jamais fonctionné *réellement* comme

un État national. L'État français, par exemple a été, jusqu'en 1962, un empire : jusqu'au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, il avait des *sujets*, c'est-à-dire des femmes et des hommes qu'il dominait sans leur laisser le pouvoir de participer à l'élaboration de la « volonté générale », mais qui devaient s'y soumettre, et souvent de manière très brutale. Dans les territoires de l'Empire français, les droits fondamentaux des Français comme nationaux n'étaient évidemment pas applicables, et il ne s'agissait naturellement pas que des questions civiques, mais aussi des droits civils et très souvent du simple principe d'*habeas corpus,* puisque le Code de l'indigénat, par exemple, permettait à n'importe quel administrateur colonial de procéder sans jugement à des emprisonnements et à des sévices corporels, par exemple. Tout au long du XIXe siècle et jusqu'en 1962, l'État français, qu'il se fût agi d'une monarchie, sous la Monarchie de Juillet, de républiques (sous la 2e, la 3e ou la 4e Républiques) ou des empires napoléoniens, bien loin d'être un État démocratique, national et unitaire, a recouru, dès qu'il ne s'agissait plus de la métropole, à des modes de gouvernement de sa population profondément différenciés, inégalitaires, tout à fait typiques du système impérial fondé sur le droit de conquête et la distinction ethnique.

L'État français n'est donc vraiment un État national que depuis peu, et, si l'on y pense bien, depuis le moment bien sûr où les mouvements de décolonisation lui ont imposé de renoncer à dominer les territoires dont ces mouvements se présentaient comme les représentants politiques légitimes (les « indépendances », principalement entre 1954 et 1962), mais aussi depuis le moment où l'intégration européenne *institutionnelle*, à partir de l'organisation de la CECA, a drastiquement mis en évidence l'incompatibilité profonde entre la domination impériale et le projet de modernisation social-démocrate et pacifiste de l'État national.[16]

Et bien sûr l'affaire n'est pas que française : le Royaume-Uni, tout en étant formellement un agrégat de royaumes et de principautés réunis sous la couronne Saxe-Cobourg-Gotha puis Windsor, a connu une évolution nationale, à partir des années 1830 et tout au long du XIXe siècle, qui s'est incarnée notamment dans l'extension lente et progressive du suffrage populaire, jusqu'au suffrage universel masculin *et* féminin en 1918 (le *Representation of the People Act*, qui fait justement apparaître officiellement l'idée de peuple britannique) ; mais

[16] Cette incompatibilité avait été pointée très tôt par les libéraux radicaux anglais au moment de l'invention de l'État libéral et du déploiement du programme libre-échangiste dans l'Europe de 1850, comme Richard Cobden.

le Royaume-Uni n'a pas cessé, tout au long de cette évolution, d'être *dans le même temps* un empire colonial, qui soumettait des populations entières, dans le sous-continent indien, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique, à des régimes de domination antithétiques de ceux qui se pratiquaient en métropole, au point d'y susciter des tensions violentes à chaque étape d'élargissement du suffrage. Le Reich allemand né en 1871 marqua apparemment le triomphe sur une bonne partie de l'Europe germanique d'un principe national « allemand », caractérisé par la référence à la « nation » allemande et appuyé sur l'élection au suffrage universel direct (masculin) du parlement de l'Empire, le Reichstag ; et Bismarck dut bien imposer ce principe à Guillaume de Prusse, pour qui sa légitimité à gouverner était fondée sur son appartenance à la lignée des Hohenzollern, et certes pas sur les choix politiques des paysans du Brandebourg ou des artisans de Bamberg. Mais le Reich ne cessa pas pour autant d'être un *empire,* dans l'autre sens du terme, celui qui exerce le pouvoir au nom d'un droit de conquête, traite ses populations de manière différenciée, inégalitaire et souvent raciste, qu'il se soit agi de l'Alsace conquise sur la France, de la Silésie et ses habitants polonophones ou encore du Togo, de la Namibie et du Tanganyka, en Afrique. Même l'État fédéral américain, pourtant né de la lutte nationale contre un empire (*we, the people…*) a conquis des espaces immenses sur les peuples Amérindiens qui y vivaient et les mettaient en valeur depuis des siècles, exerçant un droit de conquête qui signifiait spoliation, enfermement dans des réserves et ségrégation raciale, comme les colonies américaines de l'empire anglais l'avaient pratiquée avec les esclaves apportés d'Afrique et des Caraïbes pour y exploiter les denrées tropicales qu'elles exportaient vers l'Europe. Et lorsque l'esclavage y fut aboli, ce qui promettait une mise en cohérence des États-Unis avec leur légitimation nationale, les lois « Jim Crow » permirent le maintien de la ségrégation dans les anciens États confédérés, et trois décennies plus tard l'État américain conquérait plusieurs colonies, avec Cuba, pour une courte durée, mais surtout les Philippines, jusqu'en 1946. Et les États-Unis sont en fait toujours un empire, la décolonisation du territoire de Puerto-Rico, conquis aussi en 1898, n'étant toujours pas accomplie, que ce soit dans le sens d'une pleine intégration au territoire américain ou d'une indépendance.

Et l'on pourrait bien sûr multiplier les exemples, à l'échelle du monde[17] : les empires principaux n'ont disparu qu'au cours des années 1960, pour l'empire français, des années 1970, pour l'empire britannique, et des années 1980 pour l'empire soviétique. Faire de l'État-nation la forme authentique, parce qu'historique, ancienne, ancrée dans un passé profond, de l'organisation politique, est donc rien moins qu'une faribole et qu'un tour de passe-passe intéressé de manipulateurs de l'histoire[18].

Mais soit. Écartons la question de l'empire et faisons comme si l'argument de l'ancienneté immémoriale de la « nation » avait, *nonobstant l'empire,* de la consistance. Imaginons que les Nora, Gauchet, Finkielkraut et Debray, pour ne parler que des francophones, tenants de l'historicité profonde et authentique de l'État-nation européen, aient prétendu, en négligeant l'empire, décrire la « nation » comme la réalité profonde du pays, en laissant de côté, comme superficielles, au fond inauthentiques et de peu d'importance, les logiques impériales. La vraie continuité de l'histoire nationale, celle de la France « profonde », de la vraie Angleterre, de l'Allemagne ancestrale, de la Russie éternelle, serait donc celle de leur « peuple » métropolitain, ce noyau solide, inamovible, qui transcende les aléas des conquêtes impériales et leurs revers de fortune, cet *ethnos* installé au cœur du territoire métropolitain et qui rend compte de sa continuité et de sa résistance aux périls de la conquête, de la dilution et de l'hybridation.

Ce « pays réel » est au fondement de l'affirmation politique des nationalistes, à partir des années 1760. Affirmer son existence indépendamment de l'État royal et des pouvoirs institués d'Ancien Régime a alors constitué un argument essentiel pour imposer l'idée de sa légitimité, fondée à la fois sur

- **son ancienneté incomparable**,
- **son authenticité profonde** (celle des vrais autochtones, les paysans,

[17] Et pas seulement les empires européens : il faudrait évoquer l'empire chinois, l'empire moghol, les empires arabes, l'empire perse, les empires africains, l'empire égyptien au XIXe siècle le long de la vallée du Nil, l'empire japonais à partir de la fin du XIXe siècle, et bien sûr l'empire soviétique.

[18] L'histoire dite « impériale », depuis les années 1990, a profondément renouvelé ces sujets, et pris le contrepied d'une historiographie qui, entre 1960 et 1990, dans le monde occidental, avait littéralement escamoté le sujet au profit d'une histoire étroitement nationale (les *Lieux de mémoire* sous la direction de Pierre Nora en sont un archétype). Voir par exemple les travaux d'Ann Stoler, de Frédéric Cooper, d'Hélène Blais, de Claire Fredj, de Pierre Singaravelou, de Gary Wilder, de Peter Cain et Anthony Hopkins, d'Antoinette Burton, et de bien d'autres. Pour une mise en perspective commode, voir notamment Jane Burbank, Frederick Cooper et Christian Jeanmougin, *Empires: de la Chine ancienne à nos jours*, Paris, France, Payot, 2011, et Aleksej Il□ič Miller et Stefan Berger (éd.), *Nationalizing empires*, Budapest, Hongrie, Etats-Unis d'Amérique, 2015.

ces modèles de simplicité et d'enracinement face à la dépravation des aristocrates déracinés),

- et, argument fondamental toujours très utilisé par les nationalistes, **sa cohérence ethnique**, garante d'une identité culturelle partagée qui seule rendrait possible la solidarité nécessaire à une communauté politique soudée.

Ce grand récit national, inventé au cours du XVIIIe siècle, a constitué, Anne-Marie Thiesse et d'autres l'ont montré[19], une véritable révolution culturelle paneuropéenne, dont une bonne part du déploiement s'est confondue avec ce qu'on désigne classiquement, dans l'histoire des formes esthétiques et des mouvements artistiques, par le terme de *romantisme*. Mais ce fut évidemment aussi un mouvement politique, un projet révolutionnaire, celui du *nationalisme.*

Or croire que ce que les nationalistes prétendaient décrire était une réalité revient à prendre des vessies pour des lanternes. Une fois arrivés au pouvoir, bien sûr, nombre de ces nationalistes, comme le célèbre militant du mouvement nationaliste italien qui mena à la création du royaume d'Italie, Massimo d'Azeglio, devaient dire la vérité : ce n'étaient pas les Italiens qui avaient « fait l'Italie », mais c'était l'Italie (l'État italien, dorénavant unifié) qui devait « faire les Italiens »[20]. L'État italien de 1861, produit de la coalition entre l'État industriel et monarchique de Piémont Sardaigne, l'Empire français de Napoléon III et des nationalistes italophones, n'était pas le produit logique, naturel, le prolongement institutionnel nécessaire d'un peuple unifié par une longue histoire, des mœurs, une langue et une culture communes, mais le résultat d'un *projet politique récent*, qui avait obtenu le soutien de certains segments de la population dont il prétendait être le porte-parole, mais avait laissé bien d'autres sans réaction particulière, et suscité l'hostilité de beaucoup en Italie et parmi les « Italiens ».

---

[19] Voir notamment Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales: Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, France, éditions du Seuil, 1999, ou encore Linda Colley, *Britons: forging the nation 1707-1837*, New Haven (Conn.), Etats-Unis d'Amérique, Yale university press, 1992et plus récemment Gérard Noiriel, *État, nation et immigration: vers une histoire du pouvoir*, Paris, France, Belin, 2001 ou Stefan Berger, Chris Lorenz et Billie Melman (éd.), *Popularizing national pasts: 1800 to the present*, New York, 2012.

[20] « Fatta l'Italia, ora bisogno fare gli Italiani » : la formule est en réalité apocryphe, elle constitue une forme de résumé des mémoires un peu désabusés de d'Azeglio après l'unification, *I Miei Ricordi*, par Francesco de Sanctis.

La péninsule italienne de 1859, comme d'ailleurs le vaste ensemble constitué par la Prusse et les États héritiers du Saint Empire Romain Germanique en 1866, comme le Royaume de France de 1789, n'étaient en rien unifiés par une culture unique, une religion unique, une langue unique, des mœurs communes, une situation économique et sociale semblables. On y parlait communément un grand nombre de langues, des hautes langues de culture écrite aux patois locaux, souvent difficilement compréhensibles entre elles : en France, en 1850 encore, près de la moitié de la population de l'Empire napoléonien en métropole ne parlait pas le français comme langue d'échange quotidien. Les réalités économiques des pays européens étaient fortement différenciées : jusque dans les années 1830, de nombreuses monnaies différentes circulent sur le territoire français, malgré la création du France germinal et de la Banque de France par le consul Bonaparte ; jusqu'au temps du *Zollverein,* à partir de la fin des années 1830, les territoires de la Confédération germanique et de la Prusse étaient fracturés par des douanes, des législations économiques, des monnayages et des pratiques juridiques étonnamment variées ; les usages, les niveaux d'alphabétisation, les formes de consommation y étaient très contrastés, en fonction des groupes sociaux mais aussi des lieux et des réglementations, étonnamment nombreuses et divergentes, sans parler bien sûr des divisions religieuses et politiques. La Grande Bretagne ne disposa jusque dans les années 1870 d'aucune législation concernant la scolarisation, et ses très nombreuses écoles étaient fortement différenciées par les appartenances religieuses et les clivages sociaux ; il fallut attendre 1902 pour que le dispose d'un système scolaire primaire partiellement centralisé. Dans la plupart des États européens, jusqu'au milieu du XIXe siècle et l'équipement de la majorité du territoire par un réseau de chemin de fer, la circulation intérieure était difficile et lente, à l'exception de quelques grands axes bien tracés et équipés de chevaux de poste ; la circulation fluviale et côtière était meilleure, mais elle laissait souvent très enclavées des régions entières. Bien sûr, jusqu'au milieu du XIXe siècle, lorsque l'invention conjointe des réseaux télégraphiques, des réseaux ferroviaires et de l'heure universelle eut amené à unifier politiquement la mesure du temps, la plupart des Européens vivaient à une heure différente de celle de leurs voisins de la région d'à côté, de leurs coreligionnaires et de leurs compagnons en sujétion (puisqu'on ne peut parler, pour l'essentiel, alors de concitoyens).

Cette situation était tout à fait typique de l'Ancien Régime, qui ne requérait nullement des sujets des rois et des princes qu'ils participent à la décision politique, à une vie communautaire ni à une forme de solidarité à l'échelle du royaume, mais qui se fondait sur leur soumission aux institutions, traditionnelles ou nouvelles, parce qu'elles avaient reçu, pour l'essentiel fictivement, privilège du monarque. C'est la plus belle réussite idéologique des nationalistes[21] – matérialisée notamment dans une bonne partie de la philosophie politique, mais aussi dans le droit public et le droit international modernes, principalement autour de la notion de *souveraineté* - que d'avoir réussi à faire croire que l'instauration des États nationaux avait été le résultat d'une poussée populaire, d'une vaste « prise de conscience » des masses, comme l'auraient écrit les léninistes, découvrant leur unité comme peuple et faisant collectivement l'immense effort qui mènerait à sa naissance comme sujet politique collectif, la « nation ». Bien loin d'avoir été le produit d'une « nation » préalablement unifiée, les révolutions nationales sont nées de programmes politiques de mobilisation portés par des élites sociales[22] et politiques restreintes, qui se sont ainsi donné les moyens de transformer l'État pour en faire une puissante machine à augmenter les ressources disponibles autant qu'à les capter plus efficacement, et qui pour y parvenir devaient développer de vastes programmes de *nationalisation* du pays.

La thèse selon laquelle l'État national, *in fine* démocratique, n'est possible que parce que ses citoyens sont suffisamment proches ethniquement, culturellement et spirituellement, en plus d'être concrètement et

[21] Aucun jugement moral dans cette formule, l'enjeu n'est pas là. On peut juger par ailleurs que le modèle politique porté par les nationalistes était de loin préférable à celui de l'Ancien régime ; il n'en reste pas moins qu'il constituait un *programme* politique et, quand il réussit, une véritable révolution (et toutes les révolutions sont le produit d'une minorité militante).

[22] Les ouvriers qualifiés des faubourgs manufacturiers de Paris qui constituaient les célèbres « sans-culottes » révolutionnaires étaient ainsi une élite restreinte parmi les travailleurs manuels, de même que les robins de province qui contribuèrent décisivement à la rédaction des Cahiers de doléances ou les nobles libéraux qui travaillaient depuis longtemps mais en vain, à la réforme de l'État monarchique.

empiriquement invérifiable[23], et juridiquement tout à fait inapplicable dans le cadre d'un État de droit, est donc historiquement fausse : la montée en puissance du principe national comme forme d'organisation des rapports entre l'État et sa population, comme forme de domination, ne s'est nullement fondée sur l'homogénéisation culturelle de la population comme condition préalable.

Et la nationalisation des populations a donc été pour l'essentiel *postérieure* à l'instauration de l'État national, elle a en réalité largement été un *produit* de l'État national, comme l'ont montré depuis longtemps les spécialistes du nationalisme et de la nationalisation[24]. C'est l'universalisation nationale et internationale de l'instruction primaire, la fondation des universités et de leurs cursus d'histoire, de géographie et de littérature nationales, la constitution de systèmes ferroviaires complets, l'unification de la mesure du temps, l'invention des musées et de leurs galeries d'art « français », « allemand », « anglais » ou « italien », « des origines à nos jours », c'est l'invention des paysages et des gastronomies typiques à l'âge du tourisme et de l'amélioration des consommations alimentaires, ce sont l'instauration de politiques douanières et de législations sociales à l'échelle nationale mais aussi le développement des services administratifs d'intervention sur l'économie, l'environnement et la santé qui ont, depuis le milieu du XIXe siècle en Europe, façonné les populations des États pour les amener à parler une ou quelques langues officielles, à vivre dans le même temps, à participer ensemble à la vie politique par des rituels électoraux et cérémoniels communs, et à partager des références culturelles communes.

---

[23] Qui pourra sonder les cœurs et les reins pour savoir si, un moment donné, les citoyens d'un État partagent une forme d'unité spirituelle ? Comment l'évaluer ? Et qu'arriverait-il, si l'on constatait que telle ou tel ne partage pas ce sentiment commun ? Serait-elle ou serait-il déchu de sa citoyenneté ? C'est bien l'un des aspects par lesquels l'invocation rituelle au *Qu'est-ce qu'une nation ?* d'Ernest Renan, si fréquente dans l'idéologie nationaliste, relève du tour de passe-passe : qui peut imaginer qu'un État se fonde effectivement sur quelque chose comme un referendum quotidien ? Si jamais quelque chose de ce genre existait, on constaterait justement dès le premier jour qu'une partie inévitablement importante de la population interrogée se prononcerait contre l'appartenance à l'État ; ce qui aurait forcément des conséquences terribles, pour l'État ou pour sa population. Aucun État, d'ailleurs, ne consulte ses citoyens pour savoir s'ils veulent bien l'être ; à aucun enfant on ne propose de renoncer à sa nationalité s'il le souhaite, de même d'ailleurs qu'à aucun adulte : la nationalité n'est dans la très grande majorité des cas pas un choix, mais une condition imposée par l'appartenance à un Etat.

[24] Notamment Benedict Anderson, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism, London, Verso, 1983 ; Ernest Gellner, Culture, identity, and politics*, Cambridge, 1987 ; Eric John Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780: programme, mythe, réalité*, Paris, France, Gallimard, 1992 ; John Breuilly (éd.), *The Oxford handbook of the history of nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Il faut simplement prendre garde que cette profonde nationalisation des sociétés a avant tout consisté en une nationalisation des *institutions* communes, et qu'elle ne permet nullement, vu de notre temps, de parler d'une unification *spirituelle*, ou *culturelle.* Les sociétés encadrées par les États nationaux restent, au début du XXIe siècle, caractérisées par la diversité des appartenances religieuses, la variété des goûts (l'invention de politiques culturelles permettant par exemple de développer un *cinéma français* n'ont nullement empêché le succès massif des productions hollywoodiennes ; la mise en place d'un système éditorial national gouverné par des normes de propriété intellectuelle et des modalités nationales de distribution du livre a en fait favorisé la diffusion de littératures étrangères en traduction, ou l'afflux des *mangas*), la liberté de conscience, la possibilité d'opter pour l'abstention en politique ou de cultiver des haines cuites et recuites dans le for intérieur. La nationalisation des sociétés n'a jamais empêché les mariages mixtes, les migrations, les scolarités à l'étranger, les gastronomies « cosmopolites », les cultures de classe, les mémoires familiales en opposition et en délicatesse avec les grands récits officiels, les enracinements locaux prétendant à l'autochtonie, etc.

Nos sociétés sont bien trop complexes pour être unifiées culturellement et spirituellement, et ce que les États nationaux ont fini par établir, en traversant difficultés, remous, révolutions, conflits et inventions, ce sont des règles et des institutions *communes,* qui n'ont pas besoin de constituer une « culture nationale » pour fonctionner comme soutien d'un ordre civique et civil. La perspective de l'unification culturelle et spirituelle, tant vantée par les nationalistes, est en fait radicalement impraticable ; elle n'a vraiment été tentée que par les États totalitaires, au cours du XXe siècle, qui furent en cela une forme de *passage à la limite* du projet nationaliste, mais on connaît leur destinée. Les États nationaux soutenables ont donc convergé, au terme d'une histoire parfois terrifiante, vers la formule de l'État *de droit* national, qui implique en réalité la disparition des empires et la renonciation formelle à l'uniformisation culturelle et spirituelle.

En réalité, ironie particulièrement piquante pour le discours nationaliste, l'Europe de l'ouest n'est réellement constituée d'États nationaux que depuis le milieu des années 1970[25], une fois que les empires coloniaux eurent été, pour l'essentiel, démantelés. Par ailleurs, cette chronologie

[25] L'Europe de l'Est était encore à cette date une composante de l'empire soviétique, de son côté.

de la décolonisation est étroitement liée à celle de la construction de la Communauté économique européenne. Celle-ci impliquant une intégration économique poussée, des transferts internes et le respect de l'État de droit, elle était donc foncièrement incompatible avec les logiques impériales, même si beaucoup d'Européens, et notamment de Français, y virent d'abord une bonne manière de prolonger l'Empire sous une autre forme (« l'Eurafrique »)[26]. Le choix de participer à la construction inédite que représentait la CEE est inséparable de la décolonisation et de la désimpérialisation[27] de la France (en 1958, l'alternative entre poursuite de la guerre coloniale en Algérie et l'intégration dans l'Europe du traité de Rome est explicitement présentée au général De Gaulle[28]), la candidature britannique à l'entrée dans la CEE correspondit précisément à la disparition des derniers lambeaux d'empire et à l'achèvement du basculement post-impérial de l'économie britannique[29], la démocratisation du Portugal est inséparable de l'épuisement du régime salazariste dans les guerres coloniales, qui produisit la Révolution des œillets en 1974, et de l'intégration à la Communauté en 1986. Comme l'affirmait Alan Milward dans *The European Rescue of the Nation-state*[30] dès 1992, dans le contexte de transition impériale de la Guerre froide, la Communauté économique européenne a « sauvé » les États-nations européens, au sens où elle a décisivement contribué à transformer ces États, souvent des empires fracassés par la guerre ou en fort déclin, en États nationaux performants, alors que la menace d'une satellisation par les États-Unis et l'Union soviétique paraissait écrasante.

De tout ceci, il faut conclure que la « nation » du *GRM* n'a pas eu lieu : ce n'est pas la « nation » qui a présidé à la naissance de l'État national,

---

[26] Sur le sujet, voir notamment Catherine Hodeir, *Stratégies d'Empire : le grand patronat colonial face à la décolonisation*, Paris, Belin, 2003 ; mais aussi en dernier lieu Laurent Warlouzet, *Europe contre Europe: entre liberté, solidarité et puissance*, Paris, CNRS Éditions, 2021.

[27] Tous les pays qui fondent alors la CEE ont un lien historique très fort avec l'impérialisme et les empires coloniaux : la Belgique est, en 1957, encore un empire, avec la sujétion du Congo ; les Pays-Bas ont mené quatre ans de guerre coloniale féroce en Indonésie entre 1945 et 1949 ; l'Italie, puissance coloniale dès la fin du XIXe siècle, mais dont les dirigeants affirmaient qu'elle avait été privée d'un empire digne de ce nom, et l'Empire allemand, qui avait perdu ses possessions outre-mer après le traité de Versailles, avaient relancé leur programme impérial et colonial, mais cette fois sur le sol européen, à travers le fascisme et le nazisme. A part le Luxembourg, *tous* les signataires du traité de Rome sont des États dont les projets impériaux viennent de se briser.

[28] Jacques Marseille, « Empire colonial et capitalisme français : histoire d'un divorce », notamment p. 373.

[29] Voir notamment le monumental Peter Cain et Antony Gerald Hopkins, *British imperialism: 1688-2000,* Harlow (GB) etc., Longman, 2002.

[30] Alan Steele Milward, *The European rescue of the nation-state,* Routledge (2e édition), London, 2000.

mais bien les porteurs politiques du programme de l'État national qui ont multiplié les efforts[31] pour faire advenir la « nation », et qui ont dans l'ensemble réussi à augmenter massivement sa capacité à dominer, à mobiliser les populations qu'il encadre dans son territoire, c'est-à-dire aussi à donner à ceux qui participent effectivement à la prise de décision politique des capacités d'action inouïes dans l'histoire humaine, par l'étatisation de la société. L'État national est une invention récente ; il n'a été, le plus souvent, *qu'une* facette de l'État, qu'une de ses modalités de mobilisation des populations et des ressources, à côté des diverses formes de domination impériale ; et le principe sur lequel il est réputé se fonder, selon les nationalistes, l'idée selon laquelle il est la forme institutionnelle d'un « peuple » acteur collectif rendu actif par sa cohérence culturelle, spirituelle et émotionnelle et qui lui préexiste, est *empiriquement faux* et *politiquement dangereux*.

[31] Ou a fait mine de les multiplier. En réalité, les compromis qui président à la formation d'un État donné, à sa transformation et à sa restructuration sont tellement complexes et instables qu'ils ne peuvent se comprendre comme la mise en œuvre d'un plan systématique lié à un objectif central, mais bien comme une série d'agencements institutionnels qui servent à satisfaire toute une série de demandes potentiellement contradictoires : l'invention de l'État allemand à l'époque de Bismarck correspondait ainsi à la fois à la stratégie de conservation d'une noblesse terrienne en péril, celle des Junkers prussiens, à des projets d'intégration économique et de création d'un marché intérieur puissant et protecteur pour les industriels et les financiers de Rhénanie, à des perspectives d'émancipation politique et de lutte contre les monarchies réactionnaires européennes pour nombre de militants républicains, etc.

QUE LA « MONDIALISATION » N'EST PAS ADVENUE

L'autre pan du *GRM* consiste à affirmer que la « mondialisation », accompagnée de son petit diablotin grimaçant, l'européanisation, représente une menace terrible, parce qu'elle nous confronte à une crise démocratique profonde, parce qu'elle désarme l'État, met en péril l'économie nationale, brise les identités et efface les frontières. Par définition donc, la « mondialisation » est un phénomène inouï, d'une puissance titanesque, et la menace qu'elle fait peser sur la « nation » est si importante qu'elle implique de réaligner tous les sujets de la politique sur ce grand partage binaire, la « mondialisation » contre la « nation »[32].

Est-ce bien sûr ?

Prenons par exemple le premier sens du terme parmi les quatre que j'ai évoqués plus haut, celui de *l'internationalisation*. Il consiste à affirmer la globalité de notre monde à partir d'une évaluation des échanges *internationaux* qui s'y déploient, et cela peut se mesurer notamment sous la forme de taux d'internationalisation, ou d'extraversion, où l'on rapporte les échanges internationaux d'un pays donné à son PIB. Pourtant, de ce point de vue, en réalité, les évaluations de la « mondialisation » sont bien plus difficiles qu'on ne le raconte le plus souvent dans la vulgate envahissante qui sert d'évidence pour le débat public. Les plus sérieuses d'entre elles, celles qui s'efforcent d'une part de produire des données quantifiables, donc comparables et falsifiables, et non seulement des impressions ou des anecdotes, mais aussi de comparer notre époque avec d'autres, sont bien obligées de conclure que nos économies et nos sociétés ne sont pas tant « internationalisées » qu'on le dit.

Pankaj Ghemawat, qui enseigne le management à la Stern Business School de New York University, a récemment proposé une évaluation de ce genre, dans son livre *World 3.0*[33]. Dans la tradition des textes d'économistes consacrés à la mondialisation, il tente d'évaluer l'internationalisation économique mondiale à travers une série de marqueurs quantifiables, qui débordent pourtant le cadre habituel

[32] Ce qui signifie aussi la plupart du temps le marché contre la démocratie, le cosmopolitisme contre l'enracinement, …

[33] Pankaj Ghemawat, *World 3.0: global prosperity and how to achieve it*, Boston, Harvard Business Review Press, 2011.

des tests de ce genre, plus couramment focalisés sur la circulation des marchandises, des capitaux et de la main d'œuvre : il évoque ainsi le courrier postal, puis le trafic téléphonique, et dans les deux cas constate que la part des lettres et des appels qui concernent des destinations étrangères est respectivement de 1 et de 2%, dans les années récentes ; le trafic internet, a priori présenté comme international et totalement fluide, même si c'est malaisé à compter, présente selon certaines études des taux de consultation de serveurs situés en dehors du territoire national de l'ordre de 17 ou 18%, et pas plus. Même constat pour les brevets : en 2011, au moment de la publication de son livre, si l'on prenait en compte les brevets déposés dans les pays de l'OCDE, c'était moins de 15% d'entre eux qui étaient la propriété de non-nationaux. Donnée classique, bien connue, il rappelait qu'à cette date, c'était moins de 3% de la population mondiale qui était immigrée de première génération, donc vivant dans un pays autre que celui de sa naissance, et moins de 2% des étudiants dans le monde qui étudiaient en dehors du pays dont ils étaient ressortissants[34].

Passant aux « choses sérieuses », au cœur du raisonnement des tenants du *GRM*, Ghemawat aborde bien sûr aussi, très classiquement, la part que prend le commerce international dans l'activité nationale, ce qu'on présente comme l'intensité commerciale internationale rapportée au PIB : il constatait un apogée relatif en 2008 autour de 29% du PIB à l'échelle mondiale. C'est à la fois peu (dans nombre de cas, lorsqu'on sonde le public sur le niveau d'internationalisation de l'économie qu'ils pensent décrire correctement notre monde, la réponse collectivement la plus fréquente évoque plus de 50% du PIB), et naturellement beaucoup, puisqu'il s'agirait donc d'un tiers des activités économiques qui seraient étroitement dépendantes de la « mondialisation » économique. Mais Ghemawat appelait pourtant à la plus grande prudence. Ce chiffre agrégé est en effet largement trompeur, en réalité : prenant l'exemple de l'IPod qui, facturé alors près de 300 dollars au consommateur et rapportant à peu près un quart directement à la firme Apple elle-même, ne recevait qu'un ou deux dollars de valeur ajoutée du fait de son assemblage en Chine, mais comptait pour 150 dollars en négatif dans les

[34] Pour tout ceci, et pour les évaluations qui suivent, Pankaj Ghemawat, *World 3.0, op. Cit.,* notamment le chapitre 2, « Semiglobalization, Today and Tomorrow », en particulier les pages 25 à 33.

calculs de la balance commerciale américaine[35]. La réalité des échanges, une fois écartés les artifices comptables, qu'ils relèvent des comptabilités nationales ou des comptabilités d'entreprises, serait probablement inférieure de moitié, autour de 20%[36], donc vraiment très éloigné du schéma logiquement impliqué par une intégration complète des marchés, qui devrait impliquer un taux d'extraversion des économies nationales de l'ordre de 90%[37].

Et c'est la même chose pour les investissements directs à l'étranger : ils représentent à peu près, en 2008, 9% des investissements cumulés, et un niveau équivalent au cours des années précédentes, ce qui implique que 90% du capital fixe mondial relève d'investissements domestiques, de nationaux dans leurs pays respectifs. Avec 20% de parts des étrangers dans les marchés d'action et autour de 30% sur les marchés des dettes publiques, Ghemawat affirmait qu'on était en réalité dans les mêmes eaux.

Si l'on résume : les données purement financières indiquent en moyenne une internationalisation de l'ordre de 20%, les données concernant les biens entre 10 et 20%, celles concernant les personnes moins de 10%. Les données concernant les informations présentent de leur côté un schéma plus dispersé, mais toujours inférieur à un taux de 20%. Ce qui fait écho à la dispersion mesurable des prix, actuellement faible pour ce qui concerne le capital, significative concernant les biens, et forte concernant le travail, à l'échelle mondiale.

---

[35] Un autre raisonnement à mener, dans une perspective plus historique. Les chiffres d'extraversion n'ont pas ailleurs de vraie pertinence qu'en comparaison avec les chiffres d'autres époques, pour évaluer la mondialisation. Or ils sont fondés sur des statistiques nationales, et l'évaluation de flux traversant des frontières étatiques. Inévitablement, donc, la part du commerce international dans le PIB mondial augmente si le *nombre d'États dans le monde* augmente lui aussi : au moment de la séparation entre Tchéquie et Slovaquie, la part du commerce qui se faisait entre des localités des deux nouveaux États releva tout d'un coup du commerce international, alors qu'elle n'était pas comptée jusqu'alors. De la même manière, le commerce international a forcément immédiatement augmenté au moment de la division de l'ancienne Yougoslavie. De ce point de vue, un monde à plus de 200 États reconnus constitue un contexte beaucoup plus favorable au commerce international qu'un monde qui en compte une cinquantaine (comme celui de la Première mondialisation, souvent utilisé pour procéder à l'évaluation de l'intensité de la mondialisation), alors qu'il compte beaucoup plus de frontières, *a priori* plus de législations nationales, et donc *a priori* bien plus de freins pour le commerce dans le monde. Le raisonnement qui lie la mondialisation à l'internationalisation est donc largement piégé : en mesurant l'internationalisation, on mesure en réalité pour l'essentiel la *nationalisation* du monde.

[36] Ghemawat, op. Cit. p. 28.

[37] Sur ce schéma, voir Ghemawat, op. Cit, chapitre 1.

Le constat d'une surestimation caractérisée de la mondialisation comme *internationalisation* amène à s'interroger sur les raisons pour lesquelles tant d'observateurs, de commentateurs autorisés et d'acteurs d'expérience surestiment à ce point le niveau d'intégration de notre monde. On peut bien sûr relever l'absence presque complète, du côté des contempteurs de la globalisation (comme chez ses prophètes des années 1990-2000), de tout effort réel de quantification et plus largement de tout effort empirique. La « mondialisation », en nos temps de catastrophisme, relève avant tout du discours *mythologique,* qui n'a nul besoin de justification empirique. Une de ses composantes est ce que Ghemawat nomme la « technotranse », cette fascination pour la technique et sa supposée capacité à transformer le monde, une antienne progressiste (mais aussi réactionnaire, puisqu'il suffit d'inverser le signe de valorisation d'un diagnostic qui est fondamentalement partagé par les deux camps). Un regard rapide sur les précédentes innovations techniques, présentées en leur temps aussi comme des transformations radicales de la forme même de l'être-au-monde, comme le télégraphe (l' « internet victorien », selon la formule de Tom Standage[38]), ou comme la télévision (le « village global » de Marshall McLuhan est fondé sur l'idée que cette technologie a aboli le temps et l'espace, « *in a global embrace* »[39]), amène à être sceptique quant à la révolution qu'apporterait à son tour internet, selon les tenants actuels du *global bla bla*. En 1857, la nouvelle qu'une large part des troupes indiennes de la Compagnie des Indes orientales britannique, qui dominait le sous-continent, s'étaient révoltés contre la Compagnie mit quarante jours à arriver à Londres, du fait de la distance ; moins d'une décennie plus tard, le déploiement des câbles télégraphiques aurait permis que le soulèvement soit connu en quelques dizaines de minutes. La « compression de l'espace-temps », pour reprendre la célèbre formule de David Harvey[40], date-t-elle donc du village global télévisuel, de l'internet, ou des années 1860 ?

---

[38] Tom Standage, *The Victorian Internet: the remarkable story of the telegraph and the nineteenth century's on-line pioneers,* London, Weidenfeld, 1998.

[39] Marshall McLuhan, *Understanding media : the extensions of man,* New York, McGraw-Hill, 1964, p. 19.

[40] David Harvey , « Time–Space Compression in the Postmodern Condition », *Rhuthmos,* 10 octobre 2018 [en ligne]. Le terme date de son David Harvey, *The condition of postmodernity : an enquiry into the origins of cultural change*, Cambridge, 1989.

PENSER HISTORIQUEMENT LES MONDIALISATIONS ET L'ÉTAT NATIONAL

S'il est hors de question de nier que notre monde, celui du début du XXIe siècle, est structuré – notamment - par un grand nombre de réseaux qui organisent[41] des circulations de biens, de personnes, d'informations, de capitaux, et ce de manière parfois plus efficace (à plus longue distance, plus régulièrement, parfois plus massivement), par exemple, qu'au IIIe siècle ou qu'au XVIIIe siècle, cela ne signifie en réalité nullement que cette réticulation soit une nouveauté, ni qu'elle soit universelle, ni qu'elle ait fait disparaître les identités, les localités, les particularités, les ancrages, les frontières et les organisations politiques qui prétendent les régenter. Puisque les tenants du *GRM* affirment se fonder sur la science historique, prenons-les au mot, et pas seulement pour montrer l'inanité de leur binarisme mythologique simpliste (c'est fait), mais pour penser *historiquement* la « mondialisation », et donc aussi le monde dans lequel nous vivons.

Lors de la précédente grande controverse sur la « mondialisation » et sa légitimité, alors que remontait en puissance le protectionnisme souverainiste avec le père spirituel de Donald Trump, Pat Buchanan, aux Etats-Unis[42], alors que le Parti communiste russe de Guennadi Ziouganov obtenait 40% des voix face à Boris Eltsine[43], alors que le Parti (islamiste) du Bien-être emportait les élections législatives en Turquie[44] et portait au pouvoir Necmettin Erbakan, alors que les objectifs politiques des grandes grèves de l'automne en France étaient notamment reformulés en termes d'opposition à la « mondialisation néo-libérale », un groupe d'économistes a saisi le sujet de la « mondialisation » supposément en cours pour tenter d'en mesurer la profondeur, d'en évaluer les avantages et les inconvénients, et de réfléchir aux diverses manières d'y faire face, compte tenu des oppositions qu'elle soulevait[45]. La voie qu'ils ont prise fut, notamment, de comparer la « mondialisation » des années 1990

[41] Il faut bien s'en tenir au terme d'organiser, qui permet d'évoquer aussi la possibilité de couper le réseau, de le bloquer temporairement, d'y appliquer des freins, des filtres, des détours.

[42] Lors des primaires républicaines de 1996.

[43] Aux élections présidentielles de 1996.

[44] A la fin de 1995.

[45] Sans pouvoir être exhaustif, il faut citer Paul Krugman, Jeffrey Sachs, Dani Rodrik, Jeffrey Williamson, Susan Strange, Barry Eichengreen, Michael Bordo, Susan Berger, Kevin O'Rourke, Philippe Martin, Richard Baldwin.

avec un moment de l'histoire économique récente du monde atlantique, la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, jusqu'en 1914, alors que s'était déployée la deuxième révolution industrielle, s'était installé un système monétaire international organisé autour de l'or, que quarante-cinq millions d'Européens avaient traversé l'Atlantique pour travailler et s'installer sur sa côte ouest et que le premier réseau électrique international avait permis des communications instantanées à l'échelle intercontinentale.

L'enjeu était clair : cette séquence très particulière s'était mal finie, avec la Grande Guerre, que certains pensaient pouvoir interpréter, dans la vieille perspective de Karl Polanyi, comme une forme de conséquence de cette « première mondialisation » (puisque c'est le terme que choisirent ces économistes pour caractériser ces dynamiques et leur période), et il fallait donc penser par comparaison pour tenter d'éviter la répétition du pire et comprendre comment faire face à la crise en cours. Il s'agissait donc savoir si la « mondialisation » d'alors était comparable à la leur, si les économies atlantiques étaient alors plus intégrées ou moins intégrées que les économies développées des années 1990, pour comprendre si la voie de la libéralisation choisie depuis le milieu des années 1980 était la bonne, pour savoir comment répondre au développement du protectionnisme et du nationalisme mieux que ne l'avaient fait nos devanciers, et donc si une politique de la mondialisation éclairée était possible.

Historia magistra vitae[46]… Sans surprise, la leçon de l'histoire n'était pas tout à fait simple, bien sûr. Un acquis de cet énorme travail a bien été la démonstration qu'il y avait eu, entre 1850 et 1914, ou 1930, selon les cas, une « première mondialisation », marquée par une forte intégration des marchés des biens, de la main d'œuvre, des capitaux et de l'information, notamment pour une économie atlantique taillée large[47]. La difficulté fut de savoir si cette « première mondialisation » avait été moins profonde ou plus profonde que la nôtre, question difficile à trancher compte tenu des évolutions géopolitiques entre les deux époques, et notamment du fait de la disparition des empires coloniaux et du passage à une économie dominée par les services pour la nôtre. Les deux périodes partageaient bien une forte croissance, une nette intensification des

[46] Formule de Cicéron, « l'histoire maîtresse de vie ».

[47] Ycompris donc certains dominions britanniques non atlantiques comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

échanges, la montée en puissance de contestations du « capitalisme » et une tendance à l'instabilité financière. Pourtant, à rebours de l'intuition initiale de beaucoup, « notre » mondialisation se révélait plus régulée, plus encadrée par des normes comptables, des organisations internationales et des États ayant à leur disposition des outils beaucoup plus puissants que ceux de la fin du XIXe siècle, comme l'attestait la gestion de la crise asiatique et d'une manière générale la moindre durée des récessions dues aux crises spéculatives.

Le moins qu'on puisse dire est que cette conclusion n'atteignit pas clairement le grand public, ni même celui des observateurs avertis d'ailleurs, tant la doxa s'imposa que l'époque était à l'ultra-libéralisme. Mais écartons ce point pour l'instant, pour en souligner un autre : pour un historien, le travail de ces économistes était à la fois tout à fait passionnant et tout à fait contestable. Appuyé sur d'énormes quantités de données statistiques et sur des modélisations souvent très raffinées, il soulignait à juste titre l'énorme changement *quantitatif* et *qualitatif* produit par l'industrialisation, à partir du milieu du XIXe siècle. Toutefois, en faisant de ce temps celui de la « première » mondialisation, il rejetait dans des limbes supposément pré-mondiales, donc locales et/ou nationales, des circulations économiques et sociales nombreuses, à très grandes échelles, et d'une résonance tout à fait importante, qu'un grand nombre d'historiens de l'économie, des sociétés et des États de l'Europe atlantique avaient mis au premier plan de leur analyse pour des époques plus anciennes.

De nombreux historiens[48] spécialistes de l'époque moderne et contemporaine avaient démontré ou étaient en train de le faire que certaines des régions côtières et métropolitaines d'Europe étaient depuis longtemps décisivement liées pour leur prospérité, leur structure sociale et leur organisation politique, au commerce au long cours avec les Amériques et l'Asie, à l'exploitation des colonies américaines, à l'économie de plantation tournée vers l'extraction du sucre, à l'esclavage, principalement celui des Africains, mais aussi à l'importation des épices

[48] Qu'il s'agisse de Fernand Braudel, d'Immanuel Wallerstein, de Sidney Mintz, de Philip Curtin, de John Brewer, de David Eltis, de Christopher Bayly, de Pierre Chaunu, de Timothy Brook. Voir donc, par exemple Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle,* Paris, A. Colin, 3 volumes, 1980 ; Timothy Brook, *Le chapeau de Vermeer: le XVIIe à l'aube de la mondialisation,* Paris, Payot, 2009 ; Sidney Wilfred Mintz, *Sweetness and power: the place of sugar in modern history,* New York, Viking, 1985 ; John Brewer et Frank Trentmann (éd.), *Consuming cultures, global perspectives: historical trajectories, transnational exchanges,* Oxford, 2006 ; Philip D. Curtin, *Cross-cultural trade in world history,* Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

indonésiennes et aux étoffes indiennes. Certes, d'un point de vue quantitatif, il est probable que l'ensemble du commerce transatlantique, en 1800, ait tenu dans quelques-uns seulement de nos super-tankers ; mais vu localement, ou d'un point de vue social et politique, le sucre jamaïcain, les indiennes de Calicut et l'argent de Potosi pesaient très lourd sur les transformations des villes côtières d'Europe et de l'État guerrier de l'Ancien régime, toujours à la recherche de numéraire, par les impôts indirects, l'exclusif colonial et les tributs impériaux, pour financer les conflits incessants du continent européen. Les cotonnades du Bengale constituaient un problème politique pour Colbert et pour la Chambre des Lords, la maîtrise du commerce des épices et des céramiques chinoises était un enjeu majeur pour les Provinces Unies des Pays-Bas du temps de Spinoza, de même que la facilitation du commerce négrier était vitale pour une part essentielle des ports atlantiques européens. A ce compte, la « première mondialisation » ne fut donc pas la première[49].

Des médiévistes n'ont pas manqué, à juste titre, d'indiquer à leur tour que, même si la séparation des deux hémisphères, à l'époque qu'ils étudient, interdit de parler *stricto sensu* de mondialisation, des phénomènes d'intégration de très grande ampleur existaient à l'échelle hémisphérique, depuis au moins le début du deuxième millénaire après Jésus Christ. La Peste noire et ses ravages de l'Asie de l'Est à l'Europe de l'ouest ; le lien entre la puissance byzantine, et à travers elle celle de Venise, avec la Route de la Soie ; l'extension discontinue mais formidable du monde islamique, depuis le VIIe siècle jusqu'au XVe, de la péninsule ibérique au monde malais ; l'extension complexe du bouddhisme de la vallée du Gange aux montagnes du Japon ; l'opposition structurante, dans toute l'Eurasie, entre les grands empires agraires et les populations nomades et cavalières ; l'intensité des liaisons économiques, culturelles et politiques très ancienne de l'Océan indien ; l'universalité de la forme impériale du pouvoir, dans l'Eurasie d'après Alexandre le Grand [50]: autant de manifestations anciennes, massives, de ce qu'on peut désigner par mondialisation si l'on entend par là, comme dans le langage commun actuel, des liaisons très distantes[51], notamment économiques, mais aussi

[49] Même si l'intégration par des mécanismes de marché y fut probablement esquissée pour la première fois.

[50] Sur tous ces points, citons les travaux de Jerry Bentley, Fernand Braudel encore, Janet Abu-Lughod, Amira Bennison, Sanjay Subrahmanyam, parmi bien d'autres.

[51] Contrairement à ce qu'on lit souvent, la mondialisation comme système de liaisons à distance n'est vraiment pas une nouveauté ; la question de leur *rapidité* est évidemment tout à fait différente, mais c'est une autre question.

politiques, qui contribuent à modeler, au moins pour une part, la forme des sociétés d'un bout à l'autre d'un continent.

Ces divers moments de mondialisation – que certains historiens, comme Christopher Bayly[52], ont pu caractériser comme successivement archaïque, protoglobale, moderne et contemporaine – ont en réalité pour caractéristique d'être toujours vivantes pour nous, de structurer toujours notre monde. Leur succession temporelle n'a pas abouti à leur effacement, ou à leur annulation, mais au contraire à leur articulation, à leur *concaténation*, à leur densification progressive. Prenons un exemple : l'extension mondiale des pèlerinages à la Mecque, par exemple, doit ainsi à la fois aux mondialisations archaïques, du temps de l'extension de l'Islam médiéval, à la mondialisation « moderne », celle notamment des grands mouvements religieux du XVIII^{e}, qui a vu naître le wahhabisme, à la géopolitique mondiale de la péninsule arabique depuis 1915 et aux dynamiques des émigrations arabes liées aux empires coloniaux et aux migrations postcoloniales qui les ont suivies. Et ce système mondial, issu de la concaténation de plusieurs mondialisations différentes, s'articule à son tour avec la dynamique du tourisme, éminemment mondialisante et particulièrement forte depuis une vingtaine d'années.

[52] Christopher Alan Bayly, « « Archaic » and « Modern » Globalization in the Eurasian and African Arena, c 1750-1850 », in A. G. Hopkins (éd.), *Globalization in world history,* New York, Norton, 2002. Voir aussi Christopher Alan Bayly, *La naissance du monde moderne,* Paris, Les Éditions de l'Atelier : Le Monde diplomatique, 2007.

QUE NOTRE MONDIALISATION CONSISTE EN FAIT EN L'UNIVERSALISATION DE LA NATIONALISATION

Plusieurs mondialisations, donc, aux configurations différentes, aux géopolitiques variables, aux intensités diverses et concaténées entre elles ; et un État national foncièrement récent, datant au plus, pour ce qui est de son principe et de sa dynamique (le nationalisme), du XVIIIe, et bien plus récent encore pour ce qui est de sa réelle extension dans le monde comme forme dominante de l'organisation politique (le deuxième XXe siècle). Voilà un récit bien plus réaliste de notre histoire « récente » (disons celle de l'Europe, de l'Atlantique, de l'Eurasie, depuis l'an mille), qui dissone terriblement avec le présentéisme du *GRM*, et qui implique qu'on pense de manière tout à fait différente les rapports entre mondialisation et nationalisation des sociétés politiques.

La naissance du nationalisme comme mouvement politique et ses premiers effets sur l'Europe et le monde atlantique, entre le milieu du XVIIIe siècle et le milieu du XIXe siècle, pour faire vite au temps des révolutions (américaine, haïtienne, française, sud-américaines, méditerranéennes, ouest et centre-européennes), ne s'oppose nullement à la mondialisation. Elle est étroitement liée à des circulations idéologiques, culturelles et politiques d'ampleur atlantique, qui ont suivi les routes de l'économie impériale comme celles de la République des lettres européenne et de la transnationale républicaine radicale. De même que la guerre entre l'empire napoléonien et l'empire britannique se mène alors à l'échelle du monde, de même la lutte entre le principe monarchique et le principe démocratique national traverse-t-elle les frontières et les océans et mobilise-t-elle des réseaux très longs, variés et complexes : le nationalisme est alors foncièrement transnational, « cosmopolite » si l'on suit la formulation d'Anne-Marie Thiesse[53], et la dimension paneuropéenne des révolutions de 1830 et surtout de 1848 en est un témoignage clair.

Cette fabrique globale du nationalisme libéral-républicain se transforme en fabrique transnationale de l'État national à partir de la deuxième partie du XIXe siècle, au moment où la plupart des puissances qui défendaient les principes et l'organisation politique de l'Ancien régime durent passer des compromis avec les nationalistes pour sortir du cycle sans fin des

[53] Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales: Europe XVIIIe-XXe siècle,* Paris, éditions du Seuil, 1999.

révolutions et renforcer leur puissance dans un contexte de concurrence accrue. L'invention de l'unité allemande, de l'unité italienne, la modernisation autoritaire de la France sous le Second Empire, la réforme de l'Empire d'Autriche en double monarchie *kaiserlich und königlich* en 1867, l'installation du compromis gladstonien en Grande Bretagne puis du nouveau conservatisme impérial de Disraëli, la lente modernisation de l'Empire russe au temps de l'abandon du servage, la guerre de Sécession, la révolution Meiji au Japon sont autant de transformations politiques placées à la fois sous le signe de la persistance de l'Ancien régime *et* sous celui du nationalisme, la légitimité nationale devenant incontournable pour relégitimer des pouvoirs en place mais surtout permettre des modernisations économiques et sociales profondes imposées par l'industrialisation. Cette nationalisation partielle des monarchies et des empires intervient au moment où les effets de l'industrialisation se déploient pleinement, sur le continent européen comme en Amérique, et produisent des effets secondaires très forts dans le reste du monde. C'est aussi le moment où s'organise un premier marché commun européen, avec une baisse radicale des droits de douane et des limitations à la circulation des personnes et des capitaux, entre 1850 et 1879, à la faveur de traités de libre-échange, de l'invention des premières organisations internationales (parmi lesquelles l'Union télégraphique internationale, le Bureau international de la propriété intellectuelle ou encore l'Union postale universelle) et de la mise en œuvre de l'étalon-or et du système international des banques centrales. C'est enfin l'époque où certaines puissances européennes ou néo-européennes accentuent fortement leur expansion impériale, qu'il s'agisse de la France au Mexique, en Asie ou en Afrique, de l'empire allemand en Afrique, des États-Unis vers la côte ouest du continent américain ou de l'empire russe vers l'Asie centrale, le Caucase et l'Extrême-Orient.

Aucune incohérence dans cette synchronie, malgré les simplismes binaires : la nationalisation des sociétés euro-atlantiques était la meilleure solution pour faire face à l'industrialisation, la canaliser, l'orienter et en tirer profit, même si elle ne se fit pas sans heurts, conflits et contradictions violents. On assiste alors à une invention transnationale de l'État national-impérial, qui associe :

- l'organisation nationale du pouvoir pour les populations « blanches », pour l'essentiel, et la domination impériale pour les autres,
- la modernisation industrielle et financière par l'inscription dans des fonctionnements de marchés et des réseaux techniques pan-atlantiques,

- l'invention transnationale de dispositifs d'éducation, d'hygiène et de santé publiques, d'assistance et de sécurité sociales et d'encadrement des migrations de travail, dont l'institutionnalisation déboucha notamment sur l'Organisation internationale du travail et plus tard sur l'UNESCO.

Les formes structurellement transnationales et fréquemment globales de l'industrialisation, la concurrence permanente[54] entre des États impériaux toujours largement gouvernés par des élites d'Ancien régime orientées vers la guerre, la naissance de mouvements politiques transnationaux de contestation de l'ordre autoritaire (comme le socialisme internationaliste, le féminisme, l'anarchisme, l'anticolonialisme du *black atlantic,* le pacifisme libéral, parmi d'autres), expliquent que la « première mondialisation » ait été *à la fois* une période d'intense intégration économique et de nationalisation des sociétés européennes dans le cadre de ces formations hybrides, de compromis, que furent les États nationaux-impériaux (nationaux pour leurs métropolitains « blancs » et impériaux pour leurs sujets « indigènes »).

Et qu'elle ait été aussi, dans le même temps, une période de « mondialisation » et de nationalisation culturelles. Dans tous les États de l'Atlantique furent inventés des systèmes de recherche et d'enseignement nationaux et furent écrits les grands récits nationalistes qui les nourrissaient (les histoires nationales, « des origines à nos jours », façonnées comme des biographies de l'âme nationale). On créa alors aussi des dispositifs de propriété littéraire et artistique, des institutions de patrimonialisation nationale des bâtiments, des paysages, des arts et des « coutumes nationales », et cette très forte dynamique intellectuelle et institutionnelle était à la fois résolument nationale et profondément transnationale et pan-atlantique. Rien, apparemment, de plus particularisant, alors, que l'invention de la « littérature française », de la « littérature anglaise », de l' « art hollandais », de l' « identité helvétique », de la « civilisation japonaise » ou de la « Renaissance allemande », mais en réalité aussi rien de plus comparable, de plus isomorphe et de plus mimétique, d'un bord à l'autre de l'Atlantique, et jusqu'au Japon. Roland Robertson avait désigné dès 1992 cette dynamique par le vocable de

[54] La concurrence entre ces États nationaux-impériaux impliquait l'importation croisée des outils de puissance et de contrôle des populations les plus performants.

« glocalisation »[55], soit l'invention universelle et connectée de l'ineffable singularité locale et nationale. Son visage le plus caricatural fut, dès cette époque, l'invention du tourisme. Le temps de la « Première mondialisation », et en cela nous en sommes profondément tributaires, fut aussi celui de la nationalisation, à la fois marchande, esthétique et politique des « cultures » du monde atlantique et de ses prolongements océaniques et asiatiques, pendant que nombre d'ethnographes et d'administrateurs coloniaux indigénisaient les « barbares » et les « sauvages ».

La période suivante, disons de la Grande Guerre au temps de la Guerre froide, apparaît souvent, dans le GRM, comme le moment paradigmatique de l'opposition entre « mondialisation » et « nation » : il s'agirait d'une grande période de démondialisation, du fait de l'hystérisation de la pathologie nationaliste (en insistant sur les guerres mondiales), selon les uns, ou du fait d'une résistance de la « nation » aux folies du marché (en insistant sur la montée en puissance de l'État interventionniste, la « grande transformation » polaniyenne)[56]. Aucune de ces lectures n'est pourtant réellement acceptable. Présenter la guerre de Trente ans du XXe siècle, les deux guerres mondiales et le temps de la Guerre froide comme une période de démondialisation ne peut satisfaire que ceux des historiens de l'économie qui réduisent la mondialisation à la convergence des prix. Les deux guerres mondiales et leurs suites, qui correspondent aussi aux temps d'apogée des empires et des impérialismes – pendant l'Entre-deux-guerres pour l'empire britannique, l'empire français, l'empire hollandais ou l'empire italien ; pendant la Deuxième guerre mondiale pour l'empire allemand, l'empire japonais, aux lendemains de la Deuxième guerre mondiale pour l'empire soviétique et l'empire américain, pas moins réels quoique informels – ont certes vu disparaître, ou à peu près, les logiques de marché et de libres circulations des personnes, des capitaux et des biens que tant de libéraux – et de socialistes – s'étaient efforcés de construire depuis 1850. Pourtant, elles ont vu au contraire se multiplier les prédations de matière première et de travail forcé à l'échelle du globe, les flux de réfugiés, de prisonniers de guerre et de peuples emmenés vers leur extermination, les mouvements de masse des plus grandes armées de l'histoire, et

[55] Roland Robertson, *Globalization : social theory and global culture,* London, Sage Publications, 1992.

[56] Voir notamment Kevin H. O'Rourke et Jeffrey Gale Williamson, *Globalization and history: the evolution of a nineteenth-century Atlantic economy,* Cambridge, MIT Press, 1999, mais aussi Michael D. Bordo, Alan M. Taylor et Jeffrey Gale Williamson (éd.), *Globalization in historical perspective,* Chicago, 2003. Pour la thèse de la défense des sociétés contre le marché, voir bien sûr Karl Polanyi, *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps,* Paris, Gallimard, 1983.

aussi se multiplier les tentatives pour répondre à l'universalisation de la violence par l'universalisation de la discussion, de la négociation et de la coordination, de la SDN à l'ONU. Aucune démondialisation là-dedans, donc, et ce temps qui est parfois présenté comme celui de l'apogée de l'État national et social, de l'État providence, reposait sur l'extension maximale des empires, la stabilisation de la « démocratie du carbone »[57] et la généralisation mondiale des ravages environnementaux, de la mer d'Aral aux forêts tropicales.

Si l'on veut suivre, enfin, la grande scansion proposée par Anthony G. Hopkins[58], notamment, et repérer une « mondialisation contemporaine » concaténée aux précédentes, depuis la fin de la Guerre froide, c'est bien celle

- de la disparation, lente, résistible et souvent violente des empires, depuis les années 1950[59], dont les chocs pétroliers des années 1970 sont l'une manifestations majeures, le pétrole cessant d'être à la main des puissances industrialisées à travers leurs empires ;
- de la généralisation de l'État national comme forme universelle d'organisation politique[60], puisque c'est la forme sur lesquelles ont débouché les décolonisations, ce qui explique qu'il y ait plus d'États nationaux dans le monde que jamais ;
- du déploiement de la *troisième* révolution industrielle, dans le « premier monde », mais aussi de la *deuxième* révolution industrielle, dans le « Tiers monde » ;
- de l'organisation inter-nationale, difficile, tâtonnante et constamment contestée de marchés mondiaux des biens, des services et de la main d'œuvre autour de l'OMC, de la Banque Mondiale, du FMI et des autres agences inter-gouvernementales et non-gouvernementales qui s'efforcent de stabiliser les régimes d'échange d'une société industrielle étendue dorénavant sur l'essentiel de la planète ;
- mais aussi de l'Union européenne, qui constitue la première tentative historique de construction pacifique et volontaire d'un espace politique unifié post-impérial et supra-national à vocation

---

[57] Timothy Mitchell, *Carbon democracy: political power in the age of oil,* Verso, London, 2011.

[58] Antony Gerald Hopkins, éd., *Globalization in World History, op. Cit.*

[59] La dynamique est toujours en cours, bien sûr, autour de la Russie post-soviétique et impérialiste de Vladimir Poutine, aux marges tibétaines et ouighour de l'empire chinois, à Porto Rico ou même en Nouvelle Calédonie.

[60] Et très souvent, sur le mode sécessionniste, comme solution institutionnelle à des luttes sociales internes.

cosmopolitique fondé sur le langage du droit et de la neutralité spirituelle, le respect des libertés fondamentales, la prospérité et la solidarité matérielles.

Depuis la fin des années 1970, depuis que se déploient pleinement les logiques de l'unification européenne, que s'organise un monde post-impérial inédit dans l'histoire et que s'accélère la réticulation du monde par son industrialisation et son urbanisation, il faut noter que les États nationaux n'ont pas cessé de se multiplier, que la part des prélèvements obligatoires sur le PIB, qui est l'une de mesures simples du poids de l'État dans l'économie et de sa capacité moyenne à l'orienter, est passé de 28% à 33% dans les pays de l'OCDE, en moyenne (et de 38 à 45% en France), que la part de l'emploi public sur l'ensemble des emplois n'y a pas nettement évolué, ce qui signifie dans l'ensemble une augmentation forte de l'emploi public civil en *nombre* d'agents, notamment du fait de la baisse relative forte de l'emploi militaire, sans compter bien sûr l'extension régulière des domaines encadrés par la législation étatique, de plus en plus présente sur les questions sanitaires, d'hygiène, d'environnement, de handicap, de relations entre les genres ou de protection contre les violences familiales et sexuelles. Et bien sûr la crise sanitaire liée à la COVID a fait la démonstration, il n'est pas besoin de le rappeler ici, que la première forme de réaction aux déstabilisations et au péril reste, et de loin, la renationalisation unilatérale des politiques industrielles, migratoires, de santé et d'hygiène, dans la plupart des cas (à l'exception, encore une fois de l'Union européenne et de l'internationale savante) et que, comme lors de la crise de 2008, rien n'indique en réalité que les États aient été le moins du monde désarmés par la mondialisation.

Plus que jamais, et dans la droite ligne d'une dynamique née au cours du XVIIIe siècle, l'État national apparaît bien comme la forme politique la plus universelle, et il est clair que si mondialisation il y a, et il y a eu, depuis au moins trois siècles, c'est bien celle qui repose sur la mondialisation de l'État national.

CONCLUSION : DE LA SOUVERAINETÉ, DE LA PUISSANCE DE L'ÉTAT ET DE L'INTÉGRATION TRANSNATIONALE ET INTERNATIONALE.

Résumons.

- Les États-nations, qu'on présente de nos jours comme anciens, voire immémoriaux, ne sont qu'une réalité toute récente du point de vue institutionnel et politique, puisque la plupart ont été des empires jusqu'à une date très récente, assujettissant des populations entières à la domination d'une métropole ;
- Le principe national, soit l'idée selon laquelle la légitimité politique dans un État ne peut venir que du « peuple », de la « nation » elle-même, c'est-à-dire de la population de l'État en tant qu'elle forme un sujet collectif capable de formuler une volonté générale, date quant à lui, pour l'essentiel, du milieu du XVIIIe siècle ; il a été très long à devenir le principe dominant d'organisation politique dans le monde, et même dans l'Atlantique nord, où pourtant il a été le plus précocement formulé et défendu ;
- Sur le continent européen, les États-nations ne sont donc la norme que depuis que les empires ont disparu ET que l'intégration politique du continent par la collaboration intensive entre les États nationaux et l'organisation d'un marché commun a été réellement initiée par la Communauté économique européenne.
- La « mondialisation », que l'on présente comme un phénomène massif, coordonné, cohérent, systémique et inéluctable, englobe en réalité des phénomènes variés, très distincts les uns des autres, voire contradictoires (internationalisation, libéralisation, universalisation et planétarisation), et dont rien n'indique qu'ils se soient enclenchés de manière systémique et coordonnée ;
- Ces « mondialisations » que l'on présentes comme récente,s en les datant le plus souvent des années 1980 et de la fin de la Guerre froide, ou parfois des lendemains de la Seconde guerre mondiale, sont en réalité le plus souvent des phénomènes bien plus anciens, qui datent pour certains du XIXe siècle et de la grande poussée de l'industrialisation, pour d'autres de l'expansion des empires européens à partir du XVe siècles, pour d'autres encore de dynamiques médiévales millénaires, au point qu'il est possible de parler, si l'on tient à ce terme englobant et systémique, de plusieurs mondialisations concaténées entre elles depuis au moins l'an 1000 ;

- L'invention de l'État national elle-même est un phénomène mondial, typique de ce qu'on désigne par « mondialisation » : né d'une révolution transatlantique, de mobilisations transnationales, il est depuis le XVIIIe siècle construit dans un contexte de concurrence interétatique permanente, d'unification du monde par l'industrialisation et dans le cadre d'un système mondial de plus en plus dense d'organisations internationales qui ont donné aux Etats les moyens de tenter de contrôler les énormes flux de la société industrielle en se coordonnant avec les autres États ;
- La forme même de l'État national ne cesse de s'étendre dans le monde, depuis le XVIIIe, au point de représenter dorénavant la forme d'organisation politique ultra-dominante, même si elle est toujours contestée, toujours exposée aux prédations impériales et si elle implique, pour se stabiliser et parvenir à agir sur la société industrielle, de travailler sans cesse à son inscription dans la société des États-nations.
- La stato-nationalisation du monde est la vraie mondialisation, depuis deux siècles et demi.

Mais l'enjeu de cette note n'était pas de produire un récit historique, fût-il alternatif par rapport à la doxa la mieux reçue, de la « mondialisation » et de l'État national. La question est de savoir dans quelle mesure ce désamorçage du « grand récit de la mondialisation » nous permet de renouveler nos horizons politiques, de repenser les orientations de l'action publique.

Un acquis fondamental est qu'il n'y a aucune opposition de principe entre la densification des liens entre tous les humains, à l'échelle de la planète, et leur capacité d'action sur leur destin. Autrement dit, pour ceux qui croient que l'action de l'État, lorsqu'elle est le produit de la délibération démocratique et de l'État de droit républicain, est essentielle pour réguler et orienter, en fonction de fins collectivement choisies et pour augmenter la puissance d'action de chacun, la dynamique de la société industrielle dans laquelle nous sommes[61], *la mondialisation n'est pas l'ennemi, mais le moyen.* Un État puissant, capable d'agir, de transformer en politiques publiques les décisions de ses mandants, c'est un État étroitement lié aux autres États, qui a passé avec eux des accords nombreux, établi avec eux des dispositifs de contrôle, d'encouragement,

[61] C'est un objectif qu'ont en commun les traditions libérales et socialistes républicaines, même si elles peuvent différer sur les moyens. Elles ont d'ailleurs bien souvent convergé et fusionné.

de canalisation et de régulation des flux incessants qui caractérisent la société industrielle.

Un État puissant, en temps de pandémie par exemple, n'est pas celui qui ferme ses frontières à la va-vite, place sa population sous cloche pour interdire tout mouvement et toute contamination, et développe dans son coin, grâce à « ses » entreprises « nationales », un vaccin inefficace dont *in fine* personne ne voudra vraiment. Ce n'est pas un État qui exhibe une apparence de puissance en saisissant autoritairement des masques pour se retrouver ensuite isolé et indigne de confiance lorsqu'il aura épuisé les cargaisons saisies ; ce n'est pas un État qui prétend relocaliser sur son sol toutes les productions « stratégiques » (qui sait quels seront les produits stratégiques pour la prochaine crise ? Et peut -on croire qu'il suffit de localiser le bout de chaîne de la production des masques pour éviter notre dépendance au pétrole et au caoutchouc, dont sont faits les élastiques des masques ?) et qui sera de ce fait toujours en retard d'une bataille (la surproduction massive de masque en tissu dès 2021 en France montre bien que les logiques de relocalisation autoritaire sont tout à fait vaines à moyen terme, et trop lentes à court terme).

Un État puissant, capable d'agir, c'est au contraire celui dont les chercheurs sont bien insérés dans le communauté scientifique mondiale et qui bénéficient de la mise en commun internationale des données ; c'est celui qui a su diversifier les sources d'approvisionnement disponibles pour sa population en favorisant l'ouverture internationale des marchés par une politique de libre-échangisme multilatéral ; c'est celui qui a su tisser des liens de coopération avec ses voisins pour savoir observer et réguler les flux, pour disposer des informations nécessaires pour agir, pour disposer d'outils de politiques publiques efficaces en régime international (parce qu'il y a toujours des étrangers sur son territoire, et qu'il y a toujours de ses citoyens dans les territoires des autres États), et pour se coaliser pour peser collectivement bien plus qu'isolément face aux pressions internationales (on l'a vu avec l'organisation de la politique vaccinale à l'échelle européenne).

Un État puissant, qui donc ne ment pas à ses citoyens sur sa capacité à transformer leurs votes et leurs décisions politiques en action publique, c'est un État étroitement réticulé avec les autres États, profondément intégré à la société mondiale, qu'elle soit internationale ou transnationale. Et il ne s'agit pas seulement d'un constat issu d'une observation simplement *réaliste* de nos crises récentes : il s'agit aussi

de ce que nous enseigne l'histoire du dernier millénaire, si nous la lisons en nous libérant des œillères nationalistes. L'intensification de l'intégration du monde, dont les racines sont anciennes, ne s'est en rien opposée à la montée en puissance de l'État. Au contraire : l'État national, depuis le milieu du XVIIIe siècle, est né dans et par l'intensification de l'intégration mondiale, et, contrairement au schématisme le plus fréquent, il l'a profondément accélérée et favorisée, à condition de l'orienter et de la réguler. Cela n'est pas allé sans crises brutales, sans affrontements parfois violents, sans contradictions majeures, et l'affaire n'est évidemment pas terminée. Mais si notre histoire récente a une orientation principale, c'est bien celle-là : notre mondialisation est fondée sur l'universalisation de l'État national, qui s'est révélée être la meilleure forme institutionnelle pour permettre l'articulation entre l'intégration *politique* des humains et l'intégration *industrielle* des choses.

A condition toutefois d'écarter deux postulations du nationalisme, depuis le XVIIIe siècle, l'autarcie (qui a mené à l'État national-impérial) et l'homogénéité culturelle et ethnique (qui a mené à l'État national totalitaire).

Le projet autarcique est condamné par la complexité de la société industrielle, et la puissance de l'État, et donc la capacité d'agir des citoyens, dépend étroitement de la capacité de l'État à s'insérer dans un réseau très dense de connexions, qui ne limitent pas l'indépendance mais au contraire l'augmentent[62]. De ce point de vue, le concept de souveraineté, qui oppose sans cesse puissance de l'État et interdépendance, est l'un des grands pièges de la pensée politique depuis le XVIe siècle, et qui a justement servi constamment à légitimer les formes les plus archaïques du pouvoir[63].

Le principe d'homogénéité culturelle et spirituelle est en fait inatteignable, parce ce que nos sociétés sont complexes, qu'elles le sont d'ailleurs depuis fort longtemps, et imaginer qu'elles puissent l'être et doivent l'être c'est rendre inéluctable la ségrégation, la violence de toutes

[62] Cette constatation empirique sur l'histoire de la construction de l'État national rencontre la théorie sociale de Bruno Latour, notamment dans *Changer de société. Refaire de la sociologie* (La Découverte, 2006), qui montre que les sites qui sont les plus « grands » sont ceux qui entretiennent le plus de liens avec d'autres sites, et que les individus s'individuent, se subjectivent par la multiplication des liens et des connexions. Voir notamment toute la deuxième partie, « Comment retracer les associations », et tout particulièrement le « deuxième mouvement : redistribuer le local ».

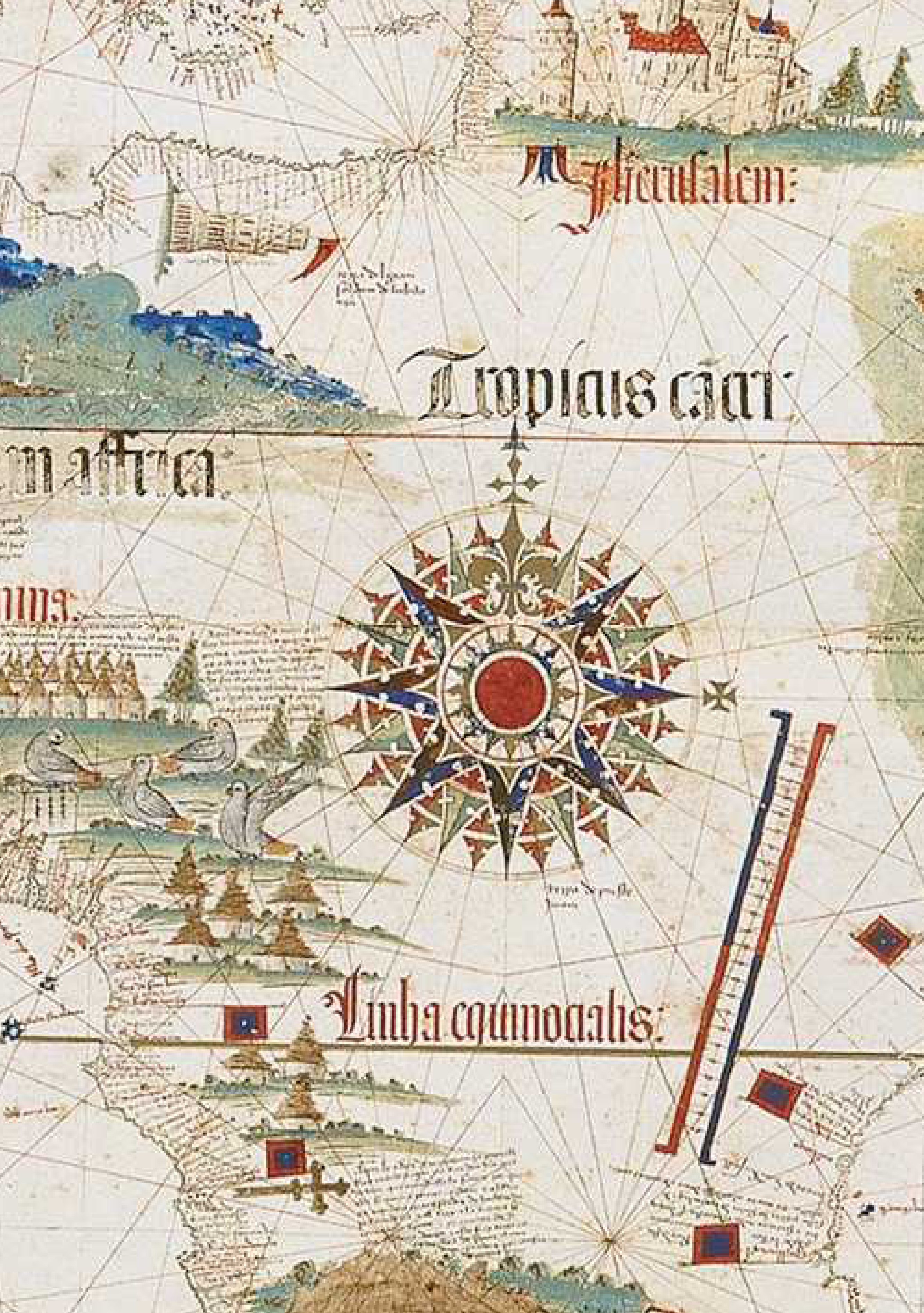
[63] Y compris sur le plan international : Stephen Krasner a ainsi pu démontrer combien le principe de souveraineté relevait d'une hypocrisie organisée. Stephen D. Krasner, *Sovereignty: organized hypocrisy,* Princeton, Princeton University press, 1999.

les intrusions dans le for privé et les discriminations de tous ordres. Appliquer *vraiment* l'idée selon laquelle, pour être un bon citoyen, il faut partager une culture nationale, impliquerait d'imposer la croyance dans un corpus supposément national de « valeurs » inévitablement arbitraires (faut-il aimer Racine pour être un bon français ? Puis-je garder mon droit de vote si je n'aime pas le steak frites (d'ailleurs fort « anglais ») ? M. Zemmour a-t-il quelque légitimité que ce soit pour déterminer ce que « signifie » être français ? Quant à moi, je lui dénie… suis-je donc un mauvais Français ?), ce qui ne peut que tendre vers l'État totalitaire.

A vrai dire, d'ailleurs, cette complexité des croyances, des appartenances, des identifications, n'est nullement un problème. Elle n'empêche pas que se construise du commun, non pas sur des « valeurs », mais sur des principes collectivement établis et sur l'ordre de la loi. Gageons, comme libéral et donc comme matérialiste, que l'attachement à l'État et la vertu civique résulte bien plus de l'efficacité quotidienne de celui-ci, et donc de sa capacité à permettre à chacun de définir par lui-même ses identités et ses buts spirituels, que dans la prétention de quelques-uns à en faire le grand prêtre d'une nébuleuse identité collective. Pourquoi ne pas accepter tranquillement l'idée que la carte des États dans laquelle nous sommes inscrits relève pour une bonne part de l'arbitraire de l'histoire ? La réalité des découpages territoriaux n'est nullement superposable à une quelconque « carte » des identités culturelles et ethniques, d'ailleurs tout à fait introuvable[64], et appliquer le principe de l'homogénéité culturelle à la carte du monde produirait des guerres en série. La quête de l'État plus efficace, plus juste, plus démocratique, ne peut se tourner vers l'ethnicité et l'autarcie, au nom des concepts politiquement nébuleux de l'indépendance et de la souveraineté. Elle doit se tourner vers l'intégration croissante, l'interdépendance organisée, l'approfondissement des réseaux et des politiques communes. Faire le choix de la mondialisation, c'est donc faire le choix de la puissance de l'État et de la capacité d'action des citoyens. Et c'est actuellement dans le cadre de l'Union européenne que cette politique est la plus accomplie, même si elle très inaboutie et à plus d'un titre défectueuse encore.

---

[64] Les phénomènes d'appartenance et d'identification culturelle et spirituelle ne sont pas proprement cartographiables. L'un des pièges dans lesquels est tombée la science anthropologique, au cours du XIXe siècle et du Xxe siècles, a été justement de prétendre cartographier les ethnicités, notamment pour servir à la mise en œuvre du pouvoir colonial, ou pour permettre des découpages de frontières supposément ajustés aux « identités ». Les affrontements dits « ethniques », les guerres civiles et même les génocides n'ont cessé de s'appuyer sur cet imaginaire cartographique des ethnicités. Voir notamment Akhil Gupta et James Ferguson, « Beyond "Culture": Space, Identity, and the Politics of Difference », *Cultural Anthropology,* 7-1, 1992, p. 623 et Glenda Sluga, *The nation, psychology, and international politics, 1870-1919,* Basingstoke, 2006.


Jherusalem:
Tropicus cacer:
Linha equinocialis:

L'AUTEUR

Blaise Wilfert

BIOGRAPHIE

Blaise Wilfert, chercheur associé chez GenerationLibre, est maître de conférences en histoire contemporaine et directeur des études du Département de sciences sociales à l'Ecole normale supérieure. Il est également membre de l'Institut d'Histoire Moderne et contemporaine. Son travail porte sur l'histoire de la mondialisation au XIXe siècle, notamment.

GENERATION LIBRE

La raison d'être du think tank.

Tocqueville déplorait déjà, dans *l'Ancien Régime et la Révolution*, « l'effrayant spectacle » des philosophes français, coupés du reste de leurs semblables, ignorants de la vie de la Cité, aveugles au reste du monde. « Même attrait pour les théories générales, les systèmes complets de législation et l'exacte symétrie dans les lois ; même mépris des faits existants ; même confiance dans la théorie. »

A l'inverse, les politiques restent bien souvent détachés de toute réflexion philosophique, en se reposant trop exclusivement sur l'administration pour imaginer les projets de réformes.

> **« C'est donc à mieux marier théorie et pratique, principes philosophiques et action politique, que doivent travailler les think tanks »**

Sur le fondement d'une doctrine claire, ils rassemblent les compétences d'experts pour décliner des idées parfois inhabituelles en politiques publiques précises et chiffrées. S'agissant du revenu universel par exemple, GenerationLibre s'est emparé d'un concept puissant mais très abstrait pour élaborer une proposition économiquement viable sous la forme d'un impôt négatif.

Il est heureux que les think tanks jouent un rôle croissant sur la scène publique française. Au-delà des convictions de chacun, c'est la garantie d'un débat riche et informé sur les grands sujets de notre temps.

ACTIONS

Notre combat quotidien.

Nos objectifs.

1. **Vivre et laisser vivre,** pour permettre à chacun de définir ses propres valeurs dans une société ouverte.

2. **Briser les rentes,** parce que la libre concurrence des échanges comme des idées est le meilleur moyen de contester l'ordre établi.

3. **Penser le progrès,** pour que les innovations technologiques demeurent au service de l'individu.

Nos derniers travaux et publications.

- « Du harcèlement sexuel au harcèlement de la sexualité ; Genre et populisme pénal », février 2022 ;
- « La proportionnalité du passe sanitaire en question : arguments philosophiques, juridiques et sanitaires », décembre 2021;
- « Le logement pour tous ; libérer, protéger, inciter : pour une refonte radicale de la politique du logement », novembre 2021 ;
- « Libérer l'université ; maximiser l'autonomie pour restaurer son attractivité », septembre 2021.
- « Années de vie gagnées, années de vie perdues ; une analyse coûts/bénéfices des confinements Covid-19 », mai 2021.

NOUS SOUTENIR

Soutenir de nouvelles idées.

GenerationLibre est un think tank fondé en 2013 par le philosophe Gaspard Koenig. Son financement repose exclusivement sur la générosité de ses donateurs, seule garantie de sa liberté de ton et de son indépendance. Il refuse toute subvention publique et n'effectue aucune activité de conseil.

Nous écrire, nous rencontrer.

GenerationLibre
46, rue de la Victoire
75009 Paris
contact@generationlibre.eu

www.generationlibre.eu